Directeur :
Antoine TURMO
Adresse : VIe Union
Régionale C. N. T.
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin
TOULOUSE (H.-G.)
★
ABONNEMENT
Annuel .. .. .. 20,00 F
Semestriel .. .. 10,40 F

ESPOIR

CNT AIT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION RÉGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 95 — 27 OCTOBRE 1963 — Prix : 0,40 F

Editorial

DICTATURES

DE plus en plus, le Pouvoir personnel apparait comme une planche de salut, non pas aux peuples, qui généralement se désintéressent des problèmes politiques, mais aux classes possédantes et dirigeants. Dans certains pays, le Pouvoir personnel peut même revêtir une forme démagogique et populaire. A titre d'exemple, pensons à Fidel Castro, à Cuba, et à Ben Bella, en Algérie.

Dans la plupart des cas, nous l'avions signalé dans un précédant Editorial, en parlant des prétoriens, la dictature est le procédé utilisé habituellement par les puissances économiques pour s'emparer du Pouvoir, grâce à des hommes de paille, choisis presque toujours dans l'Armée. Après le Guatemala, la Syrie, l'Equateur, l'Irak, deux autres dictatures viennent de naître en Amérique du Sud : celle de Saint-Domingue et celle du Honduras.

Pour faire face au castrisme, forme de dictature populaire, on a recours aux dictatures militaires et fascistes. De la même manière sont nées les dictatures au Moyen-Orient, face à la dictature de Nasser.

Quel est le rôle joué par le peuple dans ces soulèvements, militaires pour la plupart, et qui tous aboutissent à la dictature ; Aucun. Le peuple se réveille un matin avec le Pouvoir civil renversé et une « Junta » militaire installée. Et cela arrivera aussi au Vénézuéla un de ces jours, nous le craignons.

Quelles sont les forces occultes qui manigancent tout ce mouvement, destiné à maintenir le peuple assujetti, sous prétexte de barrer la route au castrisme ? Il serait aventureux d'en accuser les Américains. Jadis se fut, vraiment, la politique néfaste de la Maison Blanche, qui s'exerça de la fin du siècle dernier à nos jours. Maintenant les choses semblant se faire au dos même de Kennedy; et les pouvoirs militaires et économiques qui financent ces coups de force, un peu partout, paraissent échapper à son contrôle. Dans une certaine mesure, ce sont des forces qui jouent contre lui, dans l'espoir de le chasser du Pouvoir.

Le résultat le voici : jour après jour, la tâche des dictatures s'étale de plus en plus sur la carte politique du monde. Des pays à apparence civile, comme la France, glissent doucement, de jour en jour, vers le pouvoir personnel. Des pays sont les dirigeants se gargarisent du mot socialisme, dérivent lentement vers le Pouvoir personnel : Voyez l'Algérie, où Ben Bella suit les traces de Castro, poussé par l'Occident ou par l'Orient, personne ne le sait au juste.

Le plus terrible, pour les peuples, qui laissent faire, sans beaucoup se soucier des événements, c'est qu'au bout de cette course vers la dictature, qu'elle soit de gauche ou de droite, fasciste ou communiste, qu'elle soit militaire ou civile, nous déboucherons sur la guerre. Il y a déjà un tas de petites guerres, utiles toujours à ces Messieurs de l'Internationale sanglante des Armements. Diem et les Viets, en Indochine; la Jordanie et le petit Etat d'Israël; la R.A.U. et son impérialisme politique et économique; actuellement le conflit intérieur en Algérie et la guerre de frontières avec le Maroc, sont autant de foyers belliqueux qui permettent de vendre des armes... et de tuer chaque jour quelques malheureux, jetés dans la mêlée sans y avoir rien compris.

Une guerre atomique, meurtrière, dévastatrice pour tout le monde, bien sûr, on essayera de l'éviter. Mais une guerre sourde, continuelle, avec des foyers qui s'éteignent et que se rallumeront de ci, de là, cela chaque jour ira « in crescendo ». Et les peuples arriérés, les pays sous-développés, les misérables masses de l'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, de l'Inde, de l'Extrême-Orient, verront reculer leur accession au bien-être, au droit à l'hygiène, au pain et à la liberté, pour un temps indéterminé.

C'est cela qu'on cherche. C'est à cela que servent les dictatures; c'est pour cela que l'on conserve et cultive l'espèce dictatoriale. Franco est conservé précieusement, car tant qu'il sera là, l'Espagne sera une importante tête de pont, sur laquelle on prépare et on organise toutes les actions à tendance fasciste en Europe et en Amérique. Repaire des nazis allemands, des « activistes » français; des fascistes italiens; refuge des dictateurs déchus; vivier de nouveaux dictateurs, c'est là que naissent, se mijotent et s'expédient toues les formes de dictature blanche qui se sont emparées du Pouvoir au Guatemala, en Hondures, à Saint- Domingue, en Equateur... C'est de là, enfin, qui sont partis, partent et partiront tous les dangers fascistes qui menacent la France.

Si à l'Internationale de la Réaction, nous ne savons pas opposer, bien organisée et unie, l'Internationale de la Liberté, nous verrons sombrer cette liberté dans un monde futur, voué aux dictatures et aux dictateurs.

Le marxisme dans ses dégénérescences

En observant la structure organique d'un parti politique quelconque, nous ne nous contentons pas d'y découvrir des manifestations extérieures, même si ces dernières semblent se conformer aux bases théoriques et au programme de la doctrine envisagée. Elles ne peuvent pas satisfaire notre jugement, parce que nous savons ne trouver dans les manifestations extérieures que la part superficielle, bonne tout au plus à tromper les profanes et à masquer la véritable fonction interne du parti. Cette lacune se découvre aussi lorsque l'on n'a pas recherché si l'esprit de ceux qui le composent est honnêtement ou malhonnêtement intentionné.

Suivez par la pensée l'activité d'un parti politique qui repose sur des privilèges tyranniques (et pour y voir clair, il faut lire attentivement sa presse et noter les déclarations de ses mandataires les plus autorisés) et alors vous vous rendez compte qu'ils osent affirmer être les défenseurs du peuple, du progrès, de la justice, de la liberté, etc. Lorsque le tsar, le kaiser et les potentats des empires orientaux d'hier et d'aujourd'hui, s'adressaient à leurs peuples, dans leurs discours, ils semblaient vraiment prendre à cœur le développement matériel et moral de la nation, son bien-être et ses libertés. Mais, en même temps qu'ils débitaient ces paroles paternelles et adulatrices, l'échafaud et les appareils de torture fonctionnaient contre ce peuple qui était en droit d'exiger la réalisation des fallacieuses promesses faites par ces tyrans.

Nous trouvons tout cela parfaitement logique et naturel. Et pourtant en admettant la souveraineté d'un tyran, il faut que l'on sache que ce dernier n'a qu'un but : maintenir sa puissance et, pour ce faire, employer des arguments qui prouvent la nécessité de l'esclavage — et si ces arguments ne suffisent pas, recourir à la force, cette dernière ne pouvant se manifester sans l'Etat.

⁂

Observez la structure de toutes les classes dominantes de jadis et d'aujourd'hui et vous constaterez que l'origine de leur pouvoir réside dans la vanité des individus qui convoitent le gouvernement, et que celle-ci se retrouve à la base même du système, qui repose sur la domination économique, laquelle, pour se maintenir et se perpétuer, a dû créer de toutes pièces une domination politique qui s'exerce au dam de la majorité la plus nombreuse.

Et, de fait, comment l'ossature d'un pouvoir économique pourrait-elle résister, si le pouvoir politique lui faisait défaut ?

Le pouvoir économique part du chef d'équipe et s'étend jusqu'au

(Suite en page 3.)

LIBERTE BAFOUEE

C'est bien d'Orient que nous arrivent certaines affirmations de liberté, quoique cette dernière soit plus ou moins appréciée par suite de l'enracinement profond de préjugés chez une grande partie des individus, même parmi ces derniers, certains se prétendant, plus ou moins évolués.

Cueillie dans « La Dépêche du Midi » du 14 octobre 1963, une nouvelle incite au sourire, et, sans la reproduire entièrement la plupart des lecteurs en ayant certainement connaissance, même par d'autres journaux, quelques courts extraits suffiront pour être édifiés, sans oublier le titre :

EN L'ESPACE DE DOUZE MOIS... HUIT MARIS... POUR UNE JEUNE POLYANDRE LIBANAISE

Pourquoi cette jeune libanaise de 19 ans, nommée Ghazala Hindi Amrane, ne pourrait pas, humainement s'entend et sans nuire à qui que ce soit, combler son ou ses désirs à sa façon ? A cause des mœurs et de la morale en cours, elle a été jetée en prison. C'est la même mésaventure qui était arrivée à une autre Orientale, il y a quelques années, qui avait réussi à épouser sept maris. Pourtant leurs raisons étaient et sont justifiées.

Ainsi la jeune libanaise donne l'explication plausible suivante : **Aucun des maris qu'elle avait eus ne lui avait réellement plu.**

Que peut-on trouver à redire à cela ? N'est-ce pas normal que pour réussir un couple relativement bon, diverses expériences doivent précéder la réalisation désirée ? Car c'est en se fréquentant que l'on peut se connaître, même si la fréquentation est de courte durée.

Ce qui est aussi intéressant à prendre dans cette nouvelle, c'est la facilité avec laquelle ces jeunes Orientales pouvaient contracter leurs multiples mariages. La première aux sept maris utilisait ces derniers de pair, tout en leur racontant des histoires qu'elle leur faisait avaler, ce qui ne les empêcha pas de l'absoudre complètement.

Quant à la jeune libanaise, pour réaliser ses expériences successives, elle sut prendre sept autres prénoms en plus de son véritable.

Heureux pays, peut-on penser, où le changement d'identité se pratique aussi facilement.

Seulement ses sept derniers maris, sauf le premier, n'ont su la comprendre en portant plainte pour adultère et vol, ce qu'elle nie pour ce dernier cas.

A ces quelques comentaires, je crois bon d'ajouter que des lectures m'ont appris, ainsi qu'à d'autres, que des peuplades d'Afrique, d'Asie et d'îles océaniques, considérées comme sauvages par les civilisés, mais que la civilisation n'a pu pénétrer et, par conséquent, ne pas contaminer, ont des mœurs très douces et d'une grande franchise en comparaison de celles des civilisés, parmi lesquels nous sommes englobés, dont l'hypocrisie régit en maîtresse.

Pour terminer, je ne puis m'empêcher de penser aux amis disparus qui ont préconisé le pluralisme en amour et la lutte contre les souffrances causées par l'exclusivisme et la jalousie; parmi ces amis je peux citer les noms de : E. Armand, Gérard de Lacaze Duthier, Manuel Devaldès et aussi Han Ryner; il y en a bien d'autres dont les noms ne se présentent pas au bout de la plume.

CYRANO.

— Pssitt ! ! !

Espagne : Trois jeunes anarchistes français devant le Conseil de guerre

Madrid. — Trois jeunes anarchistes français, détenus depuis le mois d'avril comparaîtront ce matin devant le Conseil supérieur de guerre de Madrid pour avoir perpétré en Espagne des attentats à la bombe.

Il s'agit d'Alain Pecunia, étudiant, âgée de 17 ans, qui avait déposé un engin explosif à bord du paquebot « Ciudad-de-Ibiza », ancré dans le port de Barcelone; Guy Batoux, 20 ans, qui se proposait de commettre un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Madrid, et de Bernard Ferry, élève de l'école des Beaux-arts, âgé de 19 ans, qui avait lancé une bombe devant les bureaux de la compagnie aérienne « Iberia », à Valence.

PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT

En raison des charges retenues contre eux, les trois jeunes gens sont passibles de la peine de mort, mais, leurs actes de terrorisme n'ayant pas fait de victimes, on croit savoir que le procureur se bornera à demander des peines allant de vingt à trente ans de prison.

Au cours de leurs interrogatoires, les accusés ont reconnu être entrés en Espagne avec des sommes d'argent et des explosifs qui leur avaient été remis par des membres de la Fédération anarchiste française et de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (organisation à laquelle appartenaient les deux anarchistes espagnols exécutés en août dernier à Madrid).

Les trois jeunes Français seront assistés par un avocat militaire, Me Alejandro Rebollo, qui avait défendu avec beaucoup de conviction, en avril dernier, Julian Grimau, membre du comité central du parti communiste espagnol.

(De « La Dépêche » du 11 novembre 1963.)

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des suites de cette affaire. Nous craignons que la férocité du franquisme ne s'y manifeste une fois de plus. — N. de la R.

COMMENTAIRES

Dia tras dia

EL GORRION DE PARIS

UNA multitud histérica, movida por la curiosidad y el mórbido deseo de asistir en primera fila a un espectáculo teatral macabro, ha invadido el cementerio del Père Lachaise, derribando monumentos fúnebres, lastimándose, cayendo entre las piedras, arrastrando cochecitos de niño, corriendo como locos para ver si Theo Sarapo estaba o no pálido, si Marlène Dietrich llevaba o no sombrero, si Jacques Pils estaba o no emocionado.

Para otra cosa — por ejemplo, para protestar contra las torturas aplicadas a los mineros en Asturias — quizá sería difícil movilizar en París 40.000, quizá 50.000 personas. Edith Piaf, muerta, las ha movilizado.

Digamos, ante todo, que ella no es responsable del hecho. Que sus pobres huesos, ligeros como el esqueleto de un niño, son ajenos a este desencadenamiento popular, con móviles quizá turbios y mezquinos.

Es posible que, obscuramente, en el corazón de París la muerte de Piaf haya producido un choque sicológico. Que con ella París ha despedido a algo extraño, símbolo y síntesis de la vida sórdida, miserable, difícil, de los hijos de sus calles. Edith Piaf era un Gavroche femenino. Silueta arrancada a las novelas más realistas y terribles de Zola, a «La Taberna» o a «Naná». Nacida en una acera de la rue Belleville, vivió en la calle, por la calle y de la calle, hasta que un propietario de cabaret la descubrió un día y le hizo cantar en su sala, lanzándola y obteniendo un éxito.

Su voz, inexplicable en su cuerpo enclenque, era su única riqueza. Porque Edith no era bella; no es con su cuerpo, si no con su voz, como ella fué subiendo los escalones de la gloria.

Tenía todos los vicios del arroyo, y la suma de todos los vicios la ha llevado a la tumba. Pero, alcohólica, morfinómana, hereditariamente tarada, Edith era la expresión misma de lo que es ese París monstruoso que se extiende bajo las torres de Notre-Dame y la silueta de la Tour Eiffel. Toda su miseria y su grandeza, su deshumanización y su potencialidad artística y humana, se resumían en ese gorrión de París que acaba de morir, casi tan pobre como había nacido: Edith Piaf cantaba, porque vivía al día. Su único tesoro, lo único que queda para sus herederos, serán sus discos. Su voz en conserva.

La acusaron de egoísta, de amoral, de perversa. Su matrimonio con un hombre veinte años más joven que ella, produjo escándalo. Sus múltiples divorcios le han enajenado los sacramentos oficiales de la Iglesia, aunque ésta, demasiado hábil para excluirse del teatro de este espectacular sepelio, estaba triplemente representada: en un prelado y un padre jesuíta, venidos a título personal, y en el limosnero de los Artistas, oficiosamente delegado para bendecir sus restos. Es posible que todo cuanto han dicho de ella fuese cierto. ¿Podía ser de otra manera? Esta mujer, que conoció todas las miserias, que mamó vino en lugar de leche, que fué la hija adoptiva, durante siete años, de las veinte pensionarias de la «maison close» de su abuela, ¿podía ser de otra manera? Cuando llegó al pináculo, fué feroz con el resto del mundo. A los machos, que no podía atraer con su cuerpo deforme, les hizo pasar todos por su alcoba, antes de prestarles ayuda para «llegar» a la cumbre. Hizo lo que tantos hombres empresarios de teatro, profesores, políticos o directores-propietarios de fábrica, hacen sin escándalo alguno. En las postrimerías de su vida, se pagó el último lujo de comprar con el matrimonio un hombre mucho más joven que ella. Era un modesto barbero y quería llegar a ser artista. Si fué bueno con ella, pagándole en piedad lo que ella le proporcionaba en prestigio, ¿quién tiene derecho a inmiscuirse y a juzgar lo lícito o lo ilícito de este contrato entre dos seres? No son más despreciables que la joven de veinte años que une sus destinos a los de un viejo de ochenta, a cambio de la herencia y de la gloria que este viejo, antes de morir y a su muerte, puede proporcionarle.

Nosotros no hubiéramos corrido tras el féretro de Edith Piaf. Nosotros no hubiéramos llevado flores a su tumba. Nosotros no rezamos por su alma. Pero nosotros contemplamos en Edith, con inmensa compasión, el drama de una hija de lo más desgraciado del pueblo, víctima de la sociedad y de la villa monstruosa sobre la que consiguió reinar, escalando la gloria sin más armas que su voz poderosa, que su alma indomable, que su espíritu de poeta inconsciente, como inconscientes son esos pequeños y graciosos seres que poetizan las calles sucias, los rincones históricos y malolientes de esa enorme metrópoli que es «la villa de la luz» para el mundo.

Era frágil y ligera como un gorrión. Como él vivió de migajas, de las que le echaban los transeuntes distraídos, que retenía un momento el milagro de esa voz sobrehumana, surgida, nadie sabe cómo, de un cuerpo escuálido. Llevó el espíritu de París, su miseria y su gloria, a Nueva York, a Londres, a las más grandes escenas de los más ricos teatros. En ella, el pueblo de París, el más miserable, el que vive en tugurios y bebe para olvidar su miseria, vió su revancha contra todos los que tienen belleza, dinero, cultura, fuerza. Quizá esto explica el desenfreno y la histeria de esa loca carrera tras sus restos.

Federica MONTSENY

Después de la renovación del tratado entre Franco y el gobierno de los EE. UU.

— II y último —

ALCANCE Y SIGNIFICADO DE LA RENOVACION

Como ya hemos dejado consignado, los convenios que acaban de ser firmados entre el gobierno de Franco y el de EE. UU. no significan ni una prórroga propiamente dicha del tratado establecido en 1953, ni tampoco una renovación. Sobre todo una renovación de acuerdo con lo que eran las pretensiones franquistas en esta materia.

El embajador franquista en Wáshington, Sr. Garrigues, que ha sido el negocador permanente de la renovación de los convenios, expresó ya en la primera quincena de abril cual era el alcance de las ambiciones que Franco queria satisfacer a través de la renovación del tratado con EE. UU., cuando dijo: «Es necesario que España se incorpore a la O.T.A.N., puesto que es hostil a l'U.R.S.S. desde hace más de 20 años, y la O.T.A.N. es un organismo esencialmente anticomunista». Más tarde, en el mes de junio, el mismo embajador declaró: «Nuestra aspiración es establecer un pacto con los EE. UU., pues queremos ser tratados como aliados a parte entera y no como auxiliares a quienes se recibe por la puerta de servicio».

Ninguna de esas aspiraciones ha sido satisfecha. La cuestión relativa a la incorporación de la España franquista a la O.T.A.N. ni siquiera ha sido planteada oficialmente. A juzgar por las palabras de Castiella en la Asamblea general de la O.N.U., parece como si la España de Franco renunciase olímpicamente a solicitar esa prerrogativa. ¡Qué generosidad la suya! Según Castiella, esa renuncia obedecia al deseo del franquismo de no suscitar conflictos entre aliados. Cuando reclaman Gibraltar para España, no deben sentir los franquistas las mismas preocupaciones.

Los nuevos convenios no significan un pacto entre EE. UU. y el gobierno de Franco, porque, para que fuera tal, el proyecto del tratado hubiera tenido que ser sometido a aprobación del Congreso de EE. UU. La administración Kennedy no ha querido correr ese riesgo, a sabiendas de que buena parte de los senadores eran opuestos a tal renovación, según puede constatarse por las manifestaciones de algunos senadores que recogíamos en el artículo anterior. De ello se infiere que el gobierno de EE. UU. ha establecido un tratado con Franco, no en nombre de su pueblo — como se dice — sino de espaldas al mismo y de sus representantes. Y si esto puede ser dicho sobre el gobierno de EE. UU. ¿qué no podriamos decir, en esta materia, acerca del gobierno de Franco, para el que no existen pueblo ni representación?

Lo único que modifica los nuevos convenios, es la disposición, según la cual, se crea una comisión consultativa permanente entre representantes de los dos gobiernos y se comprometen ambos a prestarse asistencia militar recíproca en caso de necesidad. En el primer aspecto, la modificación es mínima, puesto que los gobiernos respectivos ya se consultaban precedentemente por via diplomática, o bien mediante las relaciones de alto nivel que sostenian en ocasión de las visitas que hicieron a Franco — para vergüenza de la democracia Norteamericana — los señores Eisenhower, Stevenson, Rusk, etc., o por mediación de los contactos permanentes que se sostenian con los jefes militares de las bases americanas en España los cuales serán, en lo sucesivo, a fin de cuentas, los representantes del gobierno de EE. UU. en ese comité consultativo permanente. En cuanto al segundo aspecto, el relacionado con la asistencia militar recíproca, cabe preguntarse ¿con qué fines se ha incluido esa clausula militar? ¿Se visará a través de ella a Francia? Asi lo habiamos pensado desde el primer momento. Ahora tenemos la seguridad de que de eso se trata, a juzgar por lo que escribe la prensa franquista, toda ella a las órdenes del gobierno, a este respecto. He aqui una muestra: «No hay que olvidar que las crecientes dificultades de la organización defensiva del Atlántico, presagian tiempos dificultosos par la misma. La actitud negativa de Francia, las mismas dudas y negaciones de Inglaterra, rehusando a cooperar con los EE. UU. para llevar a cabo una fuerza naval nuclear mixta, señalan una crisis de fondo y con mayor profundidad, las diferencias existentes entre aquellos aliados frente a los problemas del Atlántico». Es de este modo — como siempre fué su costumbre — que el gobierno franquista se preocupa de no crear fricciones entre aliados.

Por lo demás la firma de los nuevos convenios deja las cosas tal como estaban, tratando únicamente de cubrir ciertas apariencias y procurando que nadie, en las esferas oficiales, se considere desairado de cara al exterior.

UNA VICTORIA A LO PIRRO

A pesar de todo, la firma de los nuevos convenios, que suponen la prolongación del «statu quo» vigente desde 1953, no deja de tener gravísimas consecuencias, tanto para el pueblo español, como para la democracia americana. Sin embargo, los portavoces del régimen franquista no han desperdiciado la ocasión, como era de suponer, de cantar victoria, poniendo en el pináculo a Castiella y ensalzando las virtudes de Franco, a quien se califica de «Caudillo de España por la gracia de Dios y gran estadista europeo». Más esa victoria es una victoria pírrica; y ello tanto para España como para EE. UU. Resumamos la situación para demostrarlo:

El gobierno franquista no ha visto satisfechas ninguna de sus principales aspiraciones. Ni ha ingresado ni está en vias de ingresar en la O.T.A.N, ni ha establecido un verdadero pacto con los EE. UU., ni ha conseguido el que se le pueda considerar un aliado a parte entera. Continuará, pues, siendo tratado como un auxiliar, a quien se le recibe por la puerta de servicio. A cambio de eso, el gobierno franquista se compromete a entrar en pugna con naciones vecinas, como Francia e Inglaterra, en caso de que los EE. UU. entraran en conflicto con ellas dentro del cuadro que queda enmarcado por el tratado del Atlántico.

Por otra parte, algunas de las ayudas financieras que en virtud del tratado de 1953 recibió el gobierno franquista de los EE. UU., van a quedar en suspenso con el nuevo convenio. Se trata de las ayudas aportadas por la Agencia para el Desarrollo Internacional y la partida correspondiente a «Alimentos para la paz (Ley pública 480)», cuyo total se elevó, en los últimos diez años, a 937 millones de dólares. Aunque el Banco Import-Export haya manifestado la intención de aumentar las aportaciones, será dificil que llegue a suplir las defecciones anotadas.

El gobierno de EE. UU. y la democracia norteamericana, han perdido el poco crédito que les quedaba en el pueblo español a causa de los diez años de sostén al gobierno franquista, al ser renovados por 5 años más, y a causa también de la irritación que produce en el pueblo español la presencia y el comportamiento de los militares norteamericanos, los que se comportan en suelo hispano como verdaderas fuerzas ocupantes, e incluso los 6.000 obreros que tienen a su servicio se hallan más mal pagados y en peores condiciones que el resto de los obreros españoles, lo que ya es decir. Han perdido toda fuerza mural para oponerse al desarrollo de otras dictaduras, puesto que es merced a su ayuda que se sostiene el heredero directo de Hitler y Mussolini. En fin, han dejado abierto libre cauce el desarrollo del comunismo en España, so pretexto de cerrarle el paso, y ello en detrimento de las verdaderas fuerzas libres y democráticas, pues cuanto más tiempo perdure la dictadura en España, más posibilidades de desarrollo tiene el comunismo, porque con él se identifica gran parte de la oposición, dados los potentes medios de propaganda de que dispone. Y todo ello a cambio del alquiler de unas bases militares totalmente inútiles en el actual contexto internacional de coexistencia pacífica.

En lo que afecta al pueblo español, las consecuencias son graves. Si Martin Artajo pudo decir en 1953, al firmarse los primeros convenios entre Franco y EE. UU.: «Hoy hemos ganado la guerra civil», lo que equivale a: «hoy ha triunfado la tirania y el absolutismo sobre la libertad y la democracia», en la actualidad, tras la renovación del tratado, puede decirse que se ha afianzado el triunfo de la tirania y el absolutismo sobre la libertad y la democracia. Y es el pueblo, el pueblo español, quien sufre las terribles consecuencias. Las torturas ejercidas sobre los mineros asturianos en huelga son una de las pruebas.

En tales condiciones, en vista de que todas las vias de sustitución pacífica de la dictadura quedan cerradas; en vista de que esa dictadura es sostenida desde el exterior por parte de potentes paises que no quieren para si el régimen que imponen a los demás; en vista de que los gobiernos llamados democráticos no atienden las llamadas de las organizaciones democráticas y libertarias, en el sentido de que, ya que no les ayudan a restablecer la libertad en su país, lo mínimo que pueden hacer es no ponerles dificultades, ayudando al tirano, nada tendria de extraño de que al pueblo se le acabara la paciencia y que se lanzara a acciones que podrian costar mares de sangre. Claro que a los norteamericanos les importa poco eso, pues la sangre derramada no seria de gentes de su estirpe, ni tampoco le importa a Franco, para quien la sangre española cuenta poco: el millón de muertos que su alzamiento produjo y los 350.000 fusilados, todos ellos españoles, después de la «victoria», están ahi para demostrarlo.

Si la «democracia» norteamericana y el franquismo desean desencadenar en España una nueva hecatombe, pueden considerarse satisfechos de su hazaña. El pueblo español no puede resignarse a vivir permanentemente en dictadura. Y como se le cierran todas las salidas pacíficas para deshacerse de ella, no tendrá más remedio que recurrir a la única alternativa que le queda.

SERVICIO DE INFORMACION C.N.T.

La historia se repite conservando a sus verdugos

«Halló poco amor al lado de sus contemporáneos y hallará menos justicia cerca de la posteridad.»
Stefan ZWEIG.

Fué en la Edad Media, cuando la Iglesia Católica Apostólica y Romana creó la Inquisición. El Concilio de Verona de 1183 estableció las bases de esa institución que funcionó en el Languedoc contra los albigenses. Esa jurisdicción religiosa s eaplicó principalmente para la represión de los delitos de apostasía, de brujería y de magia, consistiendo en el secreto más absoluto de información judiciaria. La Inquisición violaba descaradamente la libertad de conciencia y toda clase de libertades que no se ajustaran a las leyes emanantes del Santo Oficio. Ese sistema cavernícola se extendió rápidamente a Italia y España en el siglo XIII y fué su más vil representante el inquisidor Tomás de Torquemada. Ese siniestro personaje, de entrañas de fiera, envió a la hoguera a miles de desgraciados, entre los que se hallaban sabios, médicos, técnicos y productores de todas clases, produciéndoles tormentos y suplicios de todas las peores imaginaciones. Los tribunales se desarrollaban a puertas cerradas y los príncipes y toda la dinastía eclesiástica juzgaba a capricho para salvaguardar los intereses de una Iglesia que había crucificado a Cristo.

Abolida por Napoleón en 1808, restablecida de nuevo desde 1814 a 1820. El Santo Oficio cumplió su venganza sobre los herejes que se iban multiplicando, día tras día, asando vivos a más de 8.000 seres humanos y habiendo sido su verdugo directo Tomás de Torquemada, alto dignatario de la Iglesia, quien, para mantener su «prestigio y bondad» entre sus feligreses y muy particularmente entre el pueblo mísero y esclavo, seguraba su conciencia con el perdón de Dios, y la de su persona, con una escolta de 250 hombres que el Papado pagaba con el diezmo de los fieles que tan admirablemente denominó Voltaire «la canaille». Fué el devoto Torquemada quien redactó las severas Instrucciones de los inquisidores en 1482, desempeñando sus funciones con gran actividad y fanatismo que hasta la propia Roma tuvo que llamarle a orden. Otro de los que contribuyeron a esta obra de masacres, fué el capitán

(Suite en page 7.)

«EL PENSAMIENTO ANARQUISTA»
por Victor Garcia
Ediciones **«Cénit»**
2 F el ejemplar
Pedidos: Servicio de Libreria, 4, rue de Belfort, Toulouse (H.-G.).

REPORTAGES

Desde mi ventana de Chile

EL TOTALITARISMO càncer de este siglo

- **1) TODOS LOS CAMINOS MARXISTAS VAN AL TOTALITARISMO.**
- **2) EN TRES ACTOS SIMULTANEOS, CELEBRADOS EN ESTA CAPITAL QUE TIENE MAS DE 2 MILLONES DE HABITANTES, JUNTARON UNAS CUATRO MIL PERSONAS.**
- **3) CUATRO CAMINOS TIENE EL MARXISMO ACTUALMENTE: EL DE MOSCU, PEKIN, BELGRADO Y LA HABANA.**

Cuando el bolchevismo pudo desarrollar sus gérmenes totalitarios, el proletariado internacional fué apartado del camino que podía llevarle a la emancipación integral. Desde entonces, el capitalismo logró un nuevo aliado que no permite ningún movimiento de trabajadores que aspire a prescindir del Estado o que proclame: «La emancipación de los trabajadores ha de ser obra de los trabajadores mismos».

El totalitarismo de cualquier color, es opresor y explotador, por lo tanto, trata de aniquilar a los organismos manumisores porque necesita rebaños de trabajadores para explotarlos.

¿Qué persigue el comunismo internacional?

La respuesta podría ser categórica: **dominar el mundo.**

En los tres actos simultáneos que celebraron el domingo, 29 de septiembre, en Santiago, demostraron que persiguen dicho fin; empero apareció otra interrogante. ¿Quién debe dominar el mundo: la U.R.S.S., la China? A mi modo de entender, esa pregunta ocasionará numerosos desvelos, puede desencadenar una guerra mundial y producir odios racistas, sin ser contestada.

Para los partidos comunistas que siguen la línea de Moscú, Mao Tse-Tung es un ogro que oprime y mata de hambre al pueblo chino, y un desesperado que quiere provocar una guerra nuclear porque está convencido que podria adueñarse del mundo para establecer el imperio mundial.

Los marxistas que siguen la línea de Pekín, acusan al Kremlin de pro-imperialista y consideran que Fidel Castro y Mao Tse-Tung salvarán a la humanidad. Pero dentro de las dos tendencias que rindieron el homenaje a la Revolución China, existen antagonismos que obligan a meditar.

Por un lado, están los que siguiendo la línea de Pekín llegan a La Habana. Por el otro, los que desde La Habana van a Pekín, es decir, para los primeros, los chinos deben encabezar la Revolución Mundial. Para los segundos, la Revolución Cubana debe guiar a los paises iberoamericanos y con la ayuda de Fidel y Mao, estos deberán destruir el imperialismo yanqui. Y, acto seguido, liberar al pueblo soviético de quienes lo han entregado al capitalismo.

Después de estos actos, cuatro hormas están de moda entre los jefes del comunismo internacional y criollo: la de Moscú, Pekín, La Habana y Belgrado.

En cambio, las diferencias entre China y Rusia, en Iberoamérica, benefician al comunismo internacional porque alimentan a un sector marxista que capta adeptos en otros medios que no podrían penetrar Moscú ni Pekín. Para dicho fin, utilizan al castrismo, el cual, les señala el camino y otras cosas, que son del dominio público. Aparentemente, están en una tercera posición, pero el castrismo la clarificó cuando manifestó que tenía «el estómago en Moscú y el corazón en Pekín».

Si analizamos la situación mundial, comprobaremos que, mientras los jefes y líderes amenazan, reamenazan y contraamenazan, distraen al proletariado mundial de sus verdaderos objetivos. Quizás, lo expresado forma parte de algún plan estudiado por todos esos paises que la intuición ibérica los define al exclamar: «Han cambiado los perros, pero quedan los mismos collares».

La tiranía, la explotación, el capitalismo estatal, la nueva clase y el Estado omnipotentes, son los puntales de esas mal llamadas revoluciones que están creando un dogma: **«La infalibilidad del Estado».**

Y, desgraciadamente, hacia un Estado infalible y tiránico caminan todos los que han escogido los moldes de Moscú, Pekín o La Habana.

Los que siguen las consignas del totalitarismo tratan de llevar al proletariado internacional a una calle sin salida para decirle: «Hasta aquí nos ha llevado el capitalismo y la burguesía, si queremos salir de este impase, tenemos que entregarnos a ideas nuevas que derrumben estos sistemas antiguos que siempre fueron malos para nosotros». Si el odio ciega a los trabajadores, las tácticas del totalitarismo internacional vestido de comunista y la miopia de las llamadas democracias, que protegen las tiranías, llevarán al mundo a un totalitarismo espantoso. A otra Edad Media con campos de concentración y satélites que abrirán rutas hacia otros planetas.

Y, entonces, riéndose de la locura humana, otro Demócrito exclamará: «Los hombres, preocupándose demasiado de las cosas del cielo y del espacio, han convertido a la Tierra en un verdadero infierno».

Francisco PAUNER S.

DESDE PORTUGAL

PROSIGUE LA GUERRA COLONIALISTA EN ANGOLA

Está causando extrañeza en el país el hecho de que la Prensa mundial — incluida la más o menos adicta a los procedimientos fascistizantes de Iberia — el tupido velo de silencio que cubre la «apoteosica» visita del Presidente de la República a los territorios angolanos.

Pero, antes de entrar en los detalles de esta crónica, se nos impone informar que dicho personaje — almirante Américo Tomás — es tenido más como un prisionero que como un colaborador convicto del Partido Unico que regenta Oliveira Salazar, el cual, como autoridad suprema del Estado, le impuso tal dignidad, no descartando por ello su íntegra responsabilidad en la esclavitud impuesta a los pueblos peninsulres y africanos por el dictador luso.

La despedida de la capital lusitana fué objeto de la «apoteósica presencia oficial» requerida en tales casos. No así su llegada al puerto de Luanda, capital de Angola, ya que además del obligado elemento oficial fué saludado por una nube de más de cincuenta mil globos de varios colores con la inscripción de «Angola es nuestra», lanzados al espacio de todos los puntos de la capital.

Es tanta la sangre vertida; son incontables las vidas sacrificadas en esta guerra lnsólita de nuestros tiempos; suman rios las lágrimas derramadas por los deudos de ambos bandos, cunde el desespero por la represión salazarista y por la intromisión de la PIDE (policia de seguridad), que el momento se considera mal escogido para una visita de tal rango.

En las fronteras angolanas se halla ya en pie de guerra un bien pertrechado ejército angolano de cerca de medio millón de soldados de la liberación del país, que luchan bajo el mando supremo de Roberto Holden, personalidad ya conocida por incontables países africanos y asiáticos como jefe del Gobierno angolano, amén de su reconocimiento y el de su gobierno por la Conferencia de Addis-Abeba. La ayuda material, financiera y de voluntarios, asignada por los paises africanos es tal, que el enfrentamiento con el ejército salazarista de la metrópoli se hará en los próximos meses como de potencia a potencia.

En el interior del país angolano luchan, asimismo, los combatientes de cuatro partidos nacionalistas — existian cinco, pero dos han optado por la fusión — a los cuales Roberto Holden niega autoridad para la conducción de la lucha contra las tropas de Salazar, computadas ya en más de ochenta mil hombres, que a tal suma ascienden los soldados metropolitanos y los auxiliares de raza negra de otras regiones del «imperio portugués» de Africa.

Es de notar que estas tropas se hallan pertrechadas de material bélico, debido a la participación de Portugal en la O.T.A.N., como lo ha confirmado la reciente propuesta venezolana, aprobada en la O.N.U., para el embargo del envío de armas al gobierno salazarista. Por contra y debido a la ayuda de todos los países recientemente independizados, no descartando la ayuda soviética y china a través de Argelia, cuenta Roberto Holden con material suficiente para no sólo oponer tenaz resistencia, sino llevar la lucha hasta la total emancipación del país de la tutela colonialista del Salazar.

Es lamentable, en esta coyuntura, la falta de cohesión de los luchadores angolanos, cuya unidad de acción podría concitarles una mayor homogeneidad en los fines que persiguen.

Sin emabrgo, y aún pese la constatación de estos detalles, la lucha prosigue encarnizada y los venideros meses serán testigos del recrudecimiento de la lucha por la liberación de Angola.

De nada le valdrá, a la política fascista del dictador portugués, anunciada en las tribunas de la O.N.U., al proclamar las excelencias de la política colonialista de Salazar, «considerando a mano cerrada» que los territorios de ultramar constituyen provincias metropolitanas.

A los 93.000 kilómetros del «suelo patrio», opone Angola nada menos que 1,260.000 kilómetros, si bien la mayoría inexplotados. La rique a angolana pesa mucho en la economia portuguesa, si bien esta se halla, en su mayoría, en manos de los trusts extranjeros. Toda la riqueza de Benguela, con sus minas de diamantes y de la quina del planalto, están camufladas en manos inglesas. La parte agraria, inmensamente rica en la producción del café, cacao, sisal, arroz, cacahuete y otros productos coloniales, en manos de los colonos, es en realidad partícipe en las abultadas ganancias, el Banco Nacional Ultramarino, detentador, incluso, de la moneda del país. La riqueza pesquera es, igualmente, insoslajable.

Son, pues, todos estos intereses incontestables los que se hallan en juego. Y, tal como en otras regiones del globo, es el oro negro, en explotación por europeos y americanos, la verdadera causa del malestar social que hace más de cuatro siglos viene sufriendo el pueblo africano.

Pero, hay que haber vivido en aquellos parajes — como el que traza esta crónica — para darse cuenta de lo que es la innoble explotación humana de los indígenas ejercida, desde la conquista de su territorio, por los elementos militares lusitanos. Una casi absoluta falta de la instrucción más elemental; carencia absoluta, en el interior, de principios sanitarios y medios con que combatir las enfermedades tropicales, especialmente la enfermedad del sueño, provocada por las picadas de la mosca «Tzé-Tzé» y la lepra, amén de una deficientísima alimentación.

Este malestar de las poblaciones africanas he sido siempre ignorado por las distintas comisiones que han acudido al país en interesadas inspecciones que preocupadas tan sólo por la munificencia salazarista, sólo han tenido ojos para deleitarse con el aspecto oficial de la dictadura alli ejercida, en un todo corregida y aumentada a la ejercida en la metrópoli.

De nada le valdrá al jesuita Salazar sus piadosas jeremiadas de buen católico, puesto que hasta los sacerdotes de color están al lado de su pueblo oprimido.

En su «locura política» Salazar se está convirtiendo en émulo de aquel rey Don Sebastián que en las arenosas tierras de Alcázar Kibir (Marruecos) enterró la flor de la mocedad portuguesa.

Pese a todo ello, el pueblo portugués, subyugado y amordazado por los esbirros de la PIDE, no cesa en su lucha, a la que el Movimiento Libertario en Portugal viene de infundir nueva savia a la oposición del pueblo a la moderna inquisición ejercida por el fatídico Salazar.

El malestar cunde por momentos, tanto en la metrópoli como en los países dominados por la férula salazarista, y por ello contamos poder en breve dar al traste con tanta injusticia como la que viene suportando- desde hace treinta y seis años, el pueblo lusitano, aún que esa no sea la voluntad de un Castiella y de todos los adláteres de los dictadores de la Península Ibérica.

LUSITANO.

Lisboa, octubre de 1963.

Le marxisme dans ses dégénérescences

(Suite de la page 1.)

président du conseil d'administration et au propriétaire de l'usine. Et, parmi cette hiérarchie technique des chefs et des sous-chefs soumis à la discipline industrielle du système, se trouvent coincés les ouvriers, les producteurs, dont la mission est d'entretenir, au prix des peines les plus lourdes, dans ces prisons du Capital, les parasites qui les torturent et les tourmentent sans répit, et ces chefs et sous-chefs, ces patrons et directeurs, comment s'y prennent-ils pour imposer ax ouvriers une telle production ? Tout simplement en se servant, pour la défense de leur propriété, des gendarmes et des juges. Le système économique d'aujourd'hui est basé sur ces privilèges qui ont donné naissance à cette hiérarchie industrielle qui se trouverait dans l'impossibilité de se maintenir si elle n'était pas soutenue et défendue par le pouvoir politique.

Tous les partis politiques qui cherchent à remplacer les régimes au pouvoir en critiquant leurs fautes et leurs erreurs n'ont qu'un seul désir : s'y installer à leur tour afin de constituer un gouvernement... meilleur, qui défendra les libertés et le bien-être du peuple ! Un parti politique — peu importe sa couleur — même révolutionnaire, ne diffère pas, en substance, du parti ou des partis qui ont détenu jusqu'alors le pouvoir, parce qu'ils seront forcés de se mouvoir sur un terrain politique.

Aussi, la sympathie des individus leur est indifférente. Il leur suffit que la masse reste indifférente et apathique.

⁂

Le parti communiste n'est et ne peut être qu'un parti politique, même si sa presse et ses mandataires les plus autorisés annoncent des transformations économiques radicales. Il ne peut être qu'un parti politique, parce que, sur le terrain vraiment révolutionnaire, il n'a fait que plagier notre littérature insurrectionnelle, ainsi que les critiques émises par nous contre la société bourgeoise, omettant à dessein tout notre patrimoine démolisseur de l'éthique du système capitaliste. Et cette omission est essentielle; sinon le parti communiste opérerait contre lui-même et serait forcé de nier sa fonction politique.

Lorsqu'on parle de transformation économique appuyée sur un régime politique, ce n'est, à mon avis, qu'un non-sens. Ce dernier ne peut avoir d'autre aspiration que de dominer et il est impossible de dominer si l'on n'impose pas un Etat, qui ne peut être que le produit d'une domination économique.

Les partis politiques bourgeois aspirent à conquérir pour défendre leurs richesses économiques qui se trouvent entre les mains de particuliers. Le parti communiste aspire à s'emparer du pouvoir... avec violence pour déposséder les particuliers en s'appropriant leurs richesses au bénéfice du gouvernement **prolétaire** qui imposera du même coup et sa domination politique et son pouvoir économique. En supposant même qu'il réalise (et je démontrerais plus loin que cela n'est pas possible, l'expérience russe, avec la N.E.P. nous a prouvé le contraire) des transformations économiques, elles resteront lettre morte car le patrimoine économique n'aurait fait que changer de propriétaire.

METEOR.

(A suivre.)

Amérique latine...

(Suite de la page 8)

Enfin les experts préconisent une réorganisation des services de puériculture qui intègre ceux-ci aux systèmes généraux d'hygiène. Ils estiment qu'en combinant le prompt recours aux méthodes simples de la pédiatrie moderne avec l'instruction sanitaire aux familles, instruction que peuvent diffuser hôpitaux, cliniques, maisons de convalescence et consultations populaires, on parviendra à diminuer la mortalité infantile en Amérique latine.

Fumar es un vicio del que no nos privamos. La solidaridad, por el contrario, es una virtud que con frecuencia olvidamos.

Les livres

(Suite de la page 8)

cupe déjà plus dans les budgets normaux la place prépondérante qu'elle détient en Europe.

Le parallélisme entre production et consommation est évidemment constant, ce qui permet à l'auteur de conclure que la productivité du travail est « le facteur prepondérant et dominant » de l'amélioration du niveau de vie.

Les conséquences de cette observation sont considérables, on le perçoit aisément. Et l'auteur montre, dans sa conclusion, qu'en dernière analyse, c'est sur la structure de la population active qu'il convient d'agir pour améliorer la structure de production et, par conséquent, le standard de vie de la population.

Signalons encore que Jean Fourastié souligne, tout à la fin de son ouvrage, que le progrès technique libère les hommes du travail servile, qu'il accroit la durée de leur vie, qu'il augmente leur autonomie par rapport aux besoins physiologiques et par rapport au milieu extérieur, qu'il autorise le passage d'un stade végétatif de vie à un stade spéculatif, qu'il permet à l'homme moyen d'accéder à l'enseignement supérieur et lui ouvre ainsi la voie de la civilisation intellectuelle.

Cela, pour nous, peut fort bien suffire à montrer l'intérêt d'un essai important qui mérite d'être examiné avec attention par tous ceux qui se soucient de notre avenir, à titre professionnel ou par complexion.

J. B.

COLLABORATION

Actualidad

Otro acto de la farsa franquista

EL diario «YA», de Madrid, considerado portavoz oficioso de los monarquizantes, ha publicado un artículo en el cual se plantea, una vez más, el problema de la regularización política de España.

Es, lanzada precisamente por periódico que parece neutro, un nuevo ensayo de mixtificación que la España franquista ofrece al mundo occidental. Como tanto se habla de la necesidad de integrarse al mundo libre cons instituciones «democráticas», etc., los que formaron el cuadro en torno de Franco en 1936, contra el pueblo y contra la República, lo forman de nuevo hoy, buscando dos objetivos: Primero: convencer al mundo de que el régimen franquista ha cesado de ser una dictadura. Segundo: resolver el problema de la sucesión de Franco. Dice «Ya»:

«Entre las tareas legislativas anunciadas para el curso que está a punto de abrirse, figura un proyecto de ley de la mayor importancia: el proyecto de ley orgánica de los poderes del Estado. Es algo así como la trabazón armónica de nuestras leyes fundamentales, la piedra clave del arco de nuestra Constitución. Sobre todo, por lo que tiene de ley de relaciones entre el poder moderador y el ejecutivo y entre éste y el legislador.»

Después de afirmar calurosamente que no se refiere para nada a la realidad actual, continúa:

«Y, sin embargo, la ley la creemos urgente. La creemos urgente porque ha de traer mucha tranquilidad a los españoles el tener ya del todo montado un régimen político para cien años.

» No hablamos de la restauración de la monarquía. No entramos ni salimos en ese tema, porque ahora no viene al caso y porque está, además, debidamente regulado ya por la ley de Sucesión. El proyecto de ley orgánica de que ahora se habla lo mismo ha de funcionar con rey que con regente, cuando se cumplan las previsiones legales. Lo que importa de él es cómo configura la silueta de un jefe de Gobierno para cuando, por ley de vida, desaparezca la unión personal de este cargo con el de jefe del Estado. Porque aparece claro que la excepcional situación que ahora se da no ha de perpetuarse; por lo mismo que nadie más volverá a reunir los títulos que tiene el generalísimo Franco para asumir ambas funciones, la ejecutiva y la moderadora.

» Poco se ha traslucido del proyecto en cuestión, aunque sus líneas generales un día — ahora hace más o menos cinco años — fuesen aprobadas por el Gobierno. Pero lo que de él se sabe tranquiliza, porque parece sensato y acertado. Por debajo del jefe del Estado, funcionará un ejecutivo fuerte, à la manera de un régimen presidencialista. Un presidente del Consejo, designado por el Jefe del Estado, a propuesta en terna o en seisena elaborada por el Consejo del Reino, regirá el poder ejecutivo por un tiempo de cinco años, que la ley fija de antemano. El presidente esooge a sus ministros y él y su Gobierno responden ante las Cortes así de su acción política como de su gestión administrativa. Pero las Cortes no pueden derrocar al Gobierno, porque el régimen no es parlamentario.

» A nosotros nos parece que el sistema político que se diseña traslucido del proyecto de ley orgánica, es excelente. Y sobre todo que le va bien a nuestro país. La función legislativa seguirá residiendo en unas Cortes representativas, que tendrán, además, el control de la obra de gobierno; pero el ejecutivo gozará — como en Norteamérica o en Francia — de la independencia necesaria y de la estabilidad requerida para hacer una labor fecunda durante el período de cada mandato presidencial.

» No es del caso descender a pormenores. Pero ya se comprende, por lo dicho, que es urgente disponer desde ahora de esa ley para el futuro. »

Estamos, pues, en presencia de una de las clásicas maniobras del franquismo, diríamos mejor, de la reacción española, dirigida a desbaratar todos los planes de la oposición política y a ofrecer a los americanos, a los alemanes, a los propios escandinavos — enemigos acérrimos de la entrada de la España franquista en la O.T.A.N. — la «garantía» de que poco a poco en España se normalizará la vida política, estableciéndose una especie de República teocrática y presidencialista, de la que será jefe del Estado Franco, buscándose un Pompidou cualquiera, que podrá ser un hombre nuevo — del Opus Dei quizá — o un hombre viejo, como Muñoz Grandes u otro «camisa vieja».

La maniobra es hábil y parece contar con el beneplácito de los propios monárquicos, que no ven, probablemente, ninguna esperanza de viabilidad para la Monarquía en España. Desde luego, su «modestia» no se explica, cuando vemos incluso a los republicanos o a los que fueron sus aliados en el período 31-36, abstenerse de reclamar lo que, sin embargo, en jurisprudencia internacional, es lo más lógico, lo más legítimo: la restauración pura y simple de la República que el pueblo no renegó, sino que fué vencida por la fuerza de las armas, extranjeras por añadidura.

La realidad es que buscan una fórmula para mixtificar a las democracias, muy predispuestas a dejarse convencer y que no están precisamente atacadas de un exceso de escrúpulos.

Pero nosotros, desde este mismo instante — y al decir nosotros englobamos a toda la emigración política española — debemos clamar al mundo: ¡Es otra farsa! No hay cambio ni renovación posible. Cambiará la fachada, pero el interior será el mismo. El mismo, el sistema dictatorial, sin libertades públicas, de expresión, de reunión, de religión; sin derechos individuales, sin cuanto constituyen las sucesivas conquistas de los regímenes que se llaman democráticos. Aquellos que se dejen engañar por esta farsa, se engañarán ellos mismos, deliberadamente, a sabiendas. No tendrá disculpa su credulidad interesada. Y hay diario, como «La Tribune de Genève» que interpreta la maniobra de Franco en el sentido de que «Franco piensa en su muerte».

Franco piensa en su vida y en la supervivencia de los intereses y de los privilegios vinculados a su casta, a su régimen, a las fuerzas que le impulsaron al golpe de Estado, que le dieron el triunfo y que le mantienen en el Poder. El que lo sabe esto, es el pueblo español, que no se hace ilusiones y percibe el objetivo de la indigna farsa, de los indignos farsantes y de los indignos espectadores dispuestos a servir de indignos comparsas.

Y mientras quedará voz en nuestras gargantas y sangre en nuestras venas, denunciaremos la estafa y lucharemos para impedirla.

Sobre la carta de los intelectuales, denunciando las torturas aplicadas a los mineros asturianos

Por haber publicado lo más esencial de los hechos ocurridos en Asturias en el número anterior de «ESPOIR», en el importante documento facilitado por el Servicio de Información de la C.N.T., no reproducimos el texto de la carta de los 102 intelectuales españoles dirigida al ministro franquista Fraga Iribarne. Texto que, por lo demás, han difundido «Le Socialiste», «L'Express» y el Servicio de Información de O.P.E.

Pero, pensando que nuestros lectores sentirán curiosidad por conocer los nombres de los intelectuales españoles que han asumido tan animosa y honrada actitud ante las incalificables brutalidades del régimen franquista, damos, a continuación, la lista de los firmantes, con su condición social. El amplio abanico que la tal lista representa, ha de impulsar al franquismo a la meditación. Cuando hombres de tan variada significación, representativos de todas las actividades artísticas, literarias, científicas, docentes, de un país, se deciden a formular denuncias tan precisas y asumen ante la opinión pública nacional e internacional una tal responsabilidad, el problema es de fondo y no podrá ser resuelto ni con medidas represivas, ni con sanciones de tipo individual.

He aquí la relación de los nombres:

Vicente Aleixandre, Académico de la Lengua.
Pedro Lain Entralgo, Académico de la Lengua y ex-Rector de la Universidad de Madrid.
Valentín Andrés Alvarez, Catedrático y ex-Decano de la Facultad de Ciencias Políticas y Económicas de la Universidad de Madrid.
José Luis Aranguren, Catedrático de Etica de la Universidad de Madrid.
Enrique Tierno Galván, Catedrático de Derecho Político de la Universidad de Salamanca.
José Luis Sureda, Catedrático de Economía de la Universidad de Barcelona.
Angel Latorre, Catedrático de Derecho Romano de la Universidad de Barcelona.
Paulino Garagorri, profesor de la Universidad de Madrid.
José Bergamín, escritor.
Gabriel Celaya, poeta.
Antonio Buero Vallejo, dramaturgo.
Alfonso Sastre, dramaturgo.
Fernando Baeza, editor.
José María Castellet, crítico literario.
Antonio Saura, pintor.
Francisco Fernández Santos, ensayista.
Carlos Barral, poeta y editor.
Angel María de Lera, novelista.
Juan Goytisolo, novelista.
Mateos, pintor.
José María Moreno Galván, crítico de arte.
Angela Figuera Aymerich, poetisa.
Manuel Arce, novelista.
Francisco Rabal, actor.
Fernando Fernán Gómez, actor.
Juan García Hortelano, novelista.
Angel González, poeta.
Luis Goytisolo, novelista.
Gabino Alejandro Carriedo, poeta.
Antonio Ferres, novelista.
Carlos Muñiz, dramaturgo.
José María de Quinto, novelista y director teatral.
Rodríguez Buded, dramaturgo.
Juan Marsé, novelista.
Angel Crespo, poeta.
Armando López Salinas, novelista.
Pablo Serrano, escritor.
Juana Francés, pintora.
Jesús López Pacheco, poeta y novelista.
José Esteban, poeta.
Manolo Millares, pintor.
José Manuel Caballero Bonald, poeta y novelista.
Manuel Ortiz Valiente, pintor.
Benigno Quevedo, novelista.
José Antonio Parra, escritor.
César Santos Fontenla, crítico cinematográfico.
Consuelo Bergés, escritora.
Daniel Sueiro, novelista.
Patiño, director cinematográfico.
José Ares, profesor de la Universidad de Madrid.
Pedro Dicenta, maestro.
Juan Eduardo Zúñiga, escritor.
Lauro Olmo, novelista y dramaturgo.
Ricardo Zamorano, pintor.
Alfonso Grosso, novelista.
Manuel Calvo, pintor.
Ricardo Doménech, crítico teatral.
Francisco Pérez Navarro, ensayista.
Ramón Nieto, novelista.
Julián Marcos, ayudante cinematográfico y poeta.
José Duarte, pintor.
Fermín Solana, escritor.
Jorge Campos, escritor.
Angel Fernández Santos, escritor y crítico literario.
Francisco Moreno Galván, pintor.
Marcial Suárez, dramaturgo.
José Ayllón, crítico de arte.
Jaime Gil de Biedma, poeta.
Daniel Gil, pintor.
J. G. Egido, crítico cinematográfico.
Angelina Catell, poetisa.
E. Sánchez, poeta.
José G. Manrique de Lara, poeta y novelista.
Eloy Terrón, profesor de la Universidad de Madrid.
Pablo Martí Zaro, dramaturgo.
Fernando Chueca, director del Museo de Arte Contemporáneo.
Faustino Cordón, científico
Leopoldo de Luis, poeta.
Díaz Caneja, pintor.
Ramón Garciasol, poeta.
Ignacio Aldecoa, novelista.
Cortijo, pintor.
Adán Ferrer, pintor.
Arturo Martínez, pintor.
F. Alvarez, pintor.
José Agustín Goytisolo, poeta.
Joan Petit, traductor.
Joan Oliver, ensayista.
Joaquín Horta, editor.
Jordi Carbonell, poeta y ensayista.
Oriol Bohigas, arquitecto y crítico de arte.
Joaquín Molas, escritor.
María Aurelia Capmany, directora de teatro.
Ricard Salvat, director de teatro.
Joan Triadú, ensayista.
Francisco Velverdú, poeta.
Salvador Espriú, poeta.
Manuel Sacristán Luzón, profesor de la Universidad de Barcelona.
Alfonso Carlos Comín, escritor.
Josep Fontana, profesor de la Universidad de Barcelona.
Joaquín Jordá, ayudante de cinematografía.
Román Gurbén, ayudante de cinematografía.

El Servicio de Información C.N.T., al pasarnos el texto de la carta, termina diciendo:

«Se sabe que posteriormente los señores Salvador de Madariaga, Dionisio Ridruejo y Julián Gorkín, se han dirigido telegráficamente al ministro Fraga Iribarne, dándole a conocer su adhesión al escrito de los intelectuales.

Se sabe igualmente que algunos de los firmantes del mismo han sido detenidos posteriormente por la policía franquista. Caso concreto el joven Angel Fernández Santos.

Se sabe, finalmente, que el ministro Fraga ha dirigido una carta al escritor Bergamín, desmintiendo que se hayan aplicado las torturas que se señalan en la carta, pero sin aportar pruebas, y admitiendo como posible el que a algunas mujeres se les haya podido cortar el pelo al cero.

El hecho en sí revela que se han aplicado torturas a los mineros asturianos en huelga y a sus mujeres. Todos los hombres de conciencia libre han de rebelarse ante un caso semejante. En su propio nombre y en el de partidos, sindicatos y organismos humanistas, han de elevar su voz de protesta contra tales exacciones. Deben exigir que los hechos se esclarezan.

QUE UNA COMISION INTERNACIONAL SE TRASLADE A ESPAÑA CON LA MISION DE INVESTIGAR ACERCA DE LA AUTENTICIDAD DE LOS HECHOS DENUNCIADOS. PERO ELLO INMEDIATAMENTE. DE LO CONTRARIO PODRIA OCURRIR QUE EL FRANQUISMO HICIERA DESAPARECER LAS PRUEBAS DEL DELITO Y QUE ALGUNOS DE LOS MINEROS TORTURADOS, ASI COMO DE LOS INTELECTUALES POSTERIORMENTE DETENIDOS, DESAPARECIERAN DE LA ESCENA, COMO YA OCURRIO RECIENTEMENTE CON EL POETA MORENO BARRANCOS.

HAY QUE ACTUAR CON RAPIDEZ Y ENERGIA. ES EL LLAMAMIENTO QUE HACEMOS A TODOS LOS HOMBRES LIBRES DESDE ESTAS COLUMNAS.

La agitacion obrera en España

Los trabajadores de Vizcaya han dirigido a los directores de bastantes empresas, la carta que a continuación reproducimos:

«Los trabajadores de Vizcaya entera, excepto los pusilánimes y estómagos agradecidos, ponemos en su conocimiento que los sucesos laborales que se irán desarrollando paulatinamente no tienen finalidad, en este momento, de crear conflictos entre empresa y trabajador, sino que van encaminados a patentizar nuestra disconformidad con las estructuras que actualmente rigen nuestra sociedad, la cual niega a nuestra clase la libertad por la cual los hombres tienen derecho a fundar libremente y con autonomía, sus instituciones de defensa.

» Vista la situación de inoperancia y la falta de vitalidad del sindicato actual, dada la falta de apoyo obrero que ellos mismos han confesado en algunas ocasiones, y siendo incapaces de dar solución al problema de los 52 trabajadores afectados por los últimos conflictos, no obstante dar la razón a los mismos, nos encontramos con que dicha organización sindical no nos sirve, ni la deseamos, y es por lo cual resumimos en tres puntos las siguientes peticiones que son las que nos han inducido a tomar nuestra decisión:

» 1) Solidaridad con los expulsados, hasta que reingresen en sus puestos de trabajo con todos sus derechos.

» 2) Que la cuota sindical no se retraiga de nuestros jornales, ya que no estamos dispuestos a mantener el actual sindicato con nuestro trabajo.

» 4) Solicitamos que la policía se inhiba de todo aquello que esté relacionado con aspectos laborales, ya que consideramos que esa no es su misión. El valorar nuestro trabajo es potestativo de los trabajadores, que somos los que aportamos nuestro sudor, nuestro esfuerzo y hasta nuestra vida, y no de los organismos policiales.

Esta es y será nuestra postura en adelante; sabemos a lo que nos exponemos. Si por defender la verdad y la justicia somos condenados de nuevo a las deportaciones, a la cárcel y a otra serie de castigos, estamos dispuestos a ello; por lo menos nuestros hijos no nos llamarán cobardes y traidores a la clase trabajadora el día de mañana.»

«Bilbao, octubre de 1963.»

Al mismo tiempo se ha distribuído entre los trabajadores la siguiente hoja:

«TRABAJADORES: El día 7 de los corrientes, a las once de la mañana, todas las empresas de Vizcaya observarán un paro de diez minutos por los siguientes motivos:

» 1) Por solidaridad con los 52 trabajadores expulsados que, no obstante darles razón el sindicato, se encuentran todavía en la calle, tirados como vulgares ladrones, por haber defendido la justicia de nuestras aspiraciones y reivindicaciones.

» 2) Negación total al pago de la cuota sindical, ya que este organismo ni nos defiende ni quere-

(suite en page 6)

INTERNATIONALE

NO HUBO MILAGRO

Y el tren de la esperanza partió un día lleno de sol, de cielo azul — un azul convencional, claro — llevando en sus limpios vagones muchos niños enfermos, de esa enfermedad rebelde a la ciencia, siempre tan corta, de los hombres.

Van los pequeños llenos de esperanza, como el nombre que le han dado al tren. Se les ha dicho que allá lejos, tras muchos kilómetros, entre las altas montañas, cabe al río claro, en una gruta (que no lo es) está quien puede hacer el milagro, quien puede devolver la salud, el movimiento, la vida, en fin, a quienes ha desahuciado la ciencia...

Corre el tren atravesando valles, campos labrados como jardines, puentes llenos de audacia, ríos azules, ríos rojos, lagunas quietas, pueblecitos cercanos o lejos, con sus casas agrupadas en torno a sus torres...

Paisaje caleidoscópico que pocos niños contemplan, porque unos no pueden ni siquiera volver las cabecitas hacia las ventanas, sus cabecitas encerradas en sus jaulas transparentes que les permiten respirar. Otros no pueden acercarse a mirar porque sus piernas están entumecidas acaso para siempre... todos porque llevan sus pensamientos llenos del sueño entrevisto, el posible milagro que sólo puede hacer quien puede. ¿Podrá? ¿Querrá?

Médicos, enfermeras, sacerdotes, monjas, velan para que los enfermitos soporten mejor las lógicas penalidades del largo viaje. ¿Llevan todos, la esperanza?

Para el tren de la esperanza bajo la amplia marquesina y comienza la dolorosa maniobra de descender a los pequeños tullidos. Todo el mundo se precipita a facilitar el trabajo penoso. En el andén, sonrientes, las autoridades eclesiásticas, civiles y militares.

Camillas, cochecitos, brazos acogedores. Fuera, la amplia esplanada llena de autos y ambulancias.

En el país meridional no hay sol. Nubes grises y aire frío. Velos de gasa sucia ocultan las montañas. La marcha hacia los hoteles y alojamientos parece una procesión de agonizantes. Pero queda la esperanza...

La noche es larga, larga; los niños no pueden dormir. ¡Todo es tan diferente!

El día asoma tarde; llueve sobre la ciudad de los milagros. Mas el programa debe cumplirse. Y de nuevo las camillas, los coches, los brazos generosos... Todos camino de la santa cueva (que no lo es). Las calles son como una cadena ininterrumpida de comercios abigarrados que hacen recordar a los mercaderes del Templo, expulsados violentamente por Jesús.

La amplísima avenida que lleva al templo y a la cueva, llena de teatralidad, deslumbra a los pequeños que no son capaces de ver y discernir. Los hermosos árboles, las estatuas, las flores, la gigantesca iglesia del fondo con sus escalinatas versallescas, la enorme corona dorada, todo es tan «bonito»...

¿Y la cueva? Allí, a la izquierda, en la amplísima terraza que da al río. ¿Eso es la cueva? ¿Y aquello azul y blanco, ¿es la virgen? Tras tanta suntuosidad, esto parece ridículo, pobre, mezquino.

Los peregrinos — más mujeres que hombres, más feas que guapas — pasan en fila india por el estrecho pasadizo, entregando dócilmente su respectivo cirio, que no lucirá, pues que es depositado en los grandes cofres para ser revendido de nuevo. ¿Cuántas veces hacen el recorrido de ida y vuelta?

Llega la dolorosa caravana de la esperanza. Bajo la experta dirección de unos sacerdotes, los niños inválidos, en sus camillas, sus cochecitos, sus sillones, son colocados frente a la gruta. El silencio es impresionante. Luego un orador habla, habla, habla, como una gramola. Vuelve a llover. Cuando acaba el orador la multitud canta:

¡Ave, ave, ave, María!

monótonamente, machaconamente, tozudamente. Y llueve...

De pronto, un agrupamiento de gente en torno a una camilla. ¿Es el milagro? No; no es nada; un niño se ha desmayado. Se lo llevan. Y no pasa nada, nada. La virgen no se impresiona ante tantos niños castigados terriblemente sin duda por los pecados de los padres, porque ellos no han tenido tiempo de pecar... No se impresiona ante el dolor de los niños a pesar de que nos dicen que es virgen y madre, cierto que también es inmaculada y acaso por ello no comprenda lo que es ser madre.

Como sigue lloviendo y el programa es el programa, se organiza el regreso a los alojamientos de los pobres enfermitos, perseguidos todavía por el obsesionante cante:

¡Ave, ave, ave María!

Al día siguiente, llueve. Diríase que el sol no quiere ver tanta miseria, tanto dolor. Es el día de las piscinas, del baño. A ver si el agua es más sensible que la virgen. Se introduce en la piscina a varios niños, no muchos, afortunadamente; a otros se les rocía a fuerza de hisopazos. Nada, el agua es tan insensible como la inmaculada.

En las fuentes artificiales largas filas de fieles beben agua a placer, sin tasa, porque el agua es lo único gratis en aquel recinto.

Como se dice que a la tercera va la vencida, otra vez se martiriza a los pequeños conduciéndoles ante quien puede aliviar sus dolores. Pero esta vez en el mayestático templo subterráneo de reciente construcción. El aspecto impresiona; la luz indirecta llena de sombras misteriosas la amplísima nave de líneas modernas. Aquí, ni virgen ni santos. Sólo la cruz redentora en el centro, y una pequeña concesión al pasado en un altar reducido y alumbrado industriosamente. ¡Pero este subterráneo está lejos de las catacumbas romanas!

Misa, sermón y cantos. Y ahora sí, se acabaron las ceremonias. Sin resultado. No se ha producido el milagro.

¿Estarán contentos los *productores* de esta peregrinación? ¿Se dieron cuenta de lo que sufrían aquellos niños dolientes? ¿Se atreverán a repetir la fechoría? ¿Se tolerará de nuevo, al mercantilismo clerical, explotar el dolor infantil?

. . . . . .

Y todavía bajo la lluvia se llenan los vagones de infantes doloridos. Y el tren ya no es el de la esperanza. Pero ni en la prensa ni en las ondas nadie ha sido capaz de decir : *Ha regresado el tren de la desesperanza.*

Serafí ROIG

EL CRISTIANISIMO FRANCO

No ha mucho, el profesor de la Universidad de Valladolid, don Luís Vecilla de las Heras, publicó un estudio sobre «La pena de muerte en el derecho español», preguntándose que es lo que a este respecto determina la moral católica y dando a conocer, no sin dejar en la duda al lector deseoso de saber, la opinión que le merece un aspecto de tan primordial importancia para quienes creen en la Ley divina. Lo que de este estudio voy a transcribir a renglón seguido, me parece digno de ser tenido en cuenta para calibrar los profundos sentimientos católicos del dictador español:

> **«Guarda tu cuchillo, increpa Cristo a Pedro, rechazando la defensa de sangre que le ofrecía en la agresión del Huerto de los Olivos. Tengo la omnipotencia, y a mi disposición doce legiones de ángeles para defenderme. Yo debo morir sin matar. Esta la voluntad del Padre: Para Mí, para vosotros y para todos los cristianos que nos sigan. Os llevarán ante los Tribunales, os azotarán, os triturarán, os matarán, iréis como ovejas, sin quejaros, al matadero. Cuando lleguen estos momentos, acordáos de que Yo os lo he ordenado así: el cristiano muere, pero no mata. Es la orden del Padre que está en los cielos».**

Como vemos, el generalísimo de todas las Españas, el salvador de la patria, el ser excepcional que el Creador nos destinó, ha cumplido siempre al pie de la letra «la orden del Padre que está en los cielos», según la cual, el cristiano muere, pero no mata. Se comprende, dada su respetuosa fidelidad a los mandamientos de su Dios, que la Iglesia le considere como uno de sus hijos predilectos y que se le reconozca la calidad de hombre preclaro, de defensor de los humildes y de bastión avanzado de la justicia, del amor que se debe al prójimo, de la humildad, de la devoción y del fervor y, por último, de la lealtad de que siempre hizo prueba en el curso de su movida y ya larga vida.

¿Qué buen cristiano puede pensar en Franco sin sentir el rubor subirle a las mejillas? ¿Qué hombre sinceramente creyente puede considerar como su hermano en religión a un ser directamente responsable de más de un millón de muertos y de un número elevadísimo de asesinatos, perpetrados con fría y criminal impunidad? ¿Qué persona digna y honrada, qué católico que cree y acata la palabra de su Dios, se atreverá a defender el vil genocidio de que por obra y gracia del Caudillo fué y sigue siendo víctima nuestro pueblo?

El pueblo español no azotaba, no trituraba, ni mataba. Creyentes o no, los que vivían «con el sudor de su frente» defendían la libertad que se les negaba, el derecho a la justicia que se les discutía y el bienestar que con razón querían conquistar para ellos y para sus hijos. Y contra estos hombres se alzó la espalda del hijo predilecto, del general a quien hoy se recibe bajo palio en iglesias y catedrales, sembrando en nuestras tierras la desolación y la muerte, en nombre de un Dios o de una institución que se pretende divina y que a lo largo de los siglos, se ha rendido responsable de las más terribles injusticias.

El digno sucesor de Torquemada, nos viene dando pruebas más que suficientes para que no quepa la menor duda en lo que a sus sentimientos cristianos se refiere. A los veinticinco años de poder absoluto, sigue manchando sus manos con sangre inocente, priva de libertad a los ciudadanos honrados, desprecia al desheredado, al que pena y trabaja, y ofrece sinecuras y privilegios sin fin a quienes, encubriéndose en su misma capa, quieren perpetuar las injusticias que les aseguran una vida de escandalosa y desmedida riqueza, afrenta e insulto imperdonables ante la miseria colectiva.

Este es el cristianísimo Franco, hijo predilecto de la Iglesia Católica, Apostólica y Romana. Este es el hombre sin conciencia, incapaz de hacer el bien y digno representante de quienes aplicaron el principio de «A Dios rogando y con el mazo dando».

A. TARRAGO.

París, octubre de 1963.

Pedagogía revolucionaria

Para completar nuestro internacionalismo

La A.I.T., nuestra asociación internacional, debería excitar a ello por medio de sus circulares dirigidas a las Secciones.

Con los procedentes párrafos y consideraciones no se intenta cargar más aún la cuenta de nuestro Debe. Con el poco tiempo que nos ha sobrado, quienes estamos sometidos a vivir de un salario y después de haber cumplido, aunque sea en grado mínimo, las obligaciones del hogar, conyugales o paternales, bastantes sacrificios — valga la palabra sin arrogancia ni ánimo de pasar facturas al cobro — se han hecho y se hacen todavía para llegar a dedicar unas horas diarias al estudio de los problemas sociales y de orden moral que la vida en sociedad nos plantea. Hablamos para todos, generalizando, pero particularmente para la selecta militancia sindicalista libertaria que presume de ser el timón y guía de un futuro próximo.

No pueden ser despreciables todas cuantas iniciativas a través de los años han sugerido; no debe calificarse nulo el esfuerzo titánico realizado ni es desalentador el volumen de capacidad constructiva adquirida, robando horas al descanso de su cuerpo, a sus gustos y aficiones.

Pero, como en todos los planos, aún trazados por los más inteligentes ingenieros, ha quedado un vacío para llenar, un punto flaco. Ha quedado un rincón hueco que siempre hemos tenido en olvido pensando que su abandono no podía ser la causa del derrumbe del edificio. Verdaderamente, no se desmoronará *nuestra casa* sino llenamos el hueco pero se vería mejor sostenida si lo hiciéramos.

Nos referimos al Esperanto, idioma internacional, el más práctico de todos los idiomas universales ensayados hasta hoy, metodizado, inventado por el doctor polaco Zamenhof en 1897.

La militancia actual y la de antaño ha dejado como cosa secundaria en la lucha este precioso detalle, tan importante en las relaciones internacionales, que harían más fácil y rápida la entente entre los pueblos. La falta de comprendernos en el habla implica siempre un retraso en el conjunto de acción.

Cuando en 1910 tuvo lugar el Congreso de Constitución de la Confederación Nacional del Trabajo de España, el Grupo Esperantista «Libero», en un largo mensaje de saludo, dirigiéndose a los delegados congresistas, después de una serie de razonamientos interesando a la divulgación del idioma, les dijo: «Negar la necesidad de una lengua internacional, es negar el progreso y la civilización moderna».

A partir de aquella fecha, bien fuera por la coacción moral o por la influencia que había ejercido el Grupo «Libero» o bien porque fundamentalmente se sentía tal necesidad, el Esperanto, hasta 1920, vivió su auge. Se incrementó y fueron — o fuimos — muchos, nunca en número suficiente y deseable, los jóvenes militantes que concurrieron a los cursos gratuitos de enseñanza, encontrando en todos los centros y sociedades esperantistas, calor y camaradería entre los directivos y profesores.

La zarpa reaccionaria, autoritaria-capitalista, no tardó en manifestarse, truncando los propósitos de un puñado de jóvenes dispuestos a evolucionar educándose. Nuestros enemigos veían más claro el peligro en la divulgación del idioma internacional que nosotros sus ventajas beneficiosas en adaptarlo a nuestras necesidades colectivas. Y con el pretexto de que en sus centros, ateneos y escuelas de enseñanza, se camuflaban, se cobijaban y se reunían anarquistas, sindicalistas o comunistas, procedían a su clausura, siendo algunos de sus propagadores, amantes del idioma, profesores, miembros administrativos y directivos, perseguidos, detenidos y encarcelados.

El capitalismo, la burguesía, los Estados, siempre vigilantes y atentos, le declararon un boicot cerrado y un fuerte torpedeamiento sistemático. Aún sin atreverse a declararlo de manera general, al margen de las leyes, no les ha interesado que fuese propagada la unificación internacional del habla en un solo idioma, porque podía representar para ellos un peligro inmediato y mañana, posiblemente, la unificación de la moneda y hasta la abolición de las fronteras. Los Estados capitalistas siempre han visto en el Esperanto a un enemigo.

Con más motivo, pues, su divulgación debe atraer toda nuestra atención. Por sus ventajas, por nuestras conveniencias y porque cuando, no con saña pero sí solapadamente, los capitalistas y los Estados ponen dificultades al desenvolvimiento normal de unas actividades significa que se sienten dañados en sus intereses.

Además, poniendo obstáculos y cortapisas a la divulgación del idioma internacional, guardan para ellos el privilegio de crear, servirse y pagarse los intérpretes, ya que a nosotros, con nuestros medios económicos, ni individuales ni colectivos, no nos es asequible poder obtenerlos.

El Capital, el Estado, la Iglesia, quieren que la clase trabajadora, a expensas de la cual viven todos, marche siempre rezagada. El Estado tiene sus embajadores y sus intérpretes en todos los países. El capital, el dinero, sus bancos y transferencias de valores en todas partes que les abren hasta las puertas del infierno. La Iglesia su latín para entenderse. Solamente nosotros, los parias — salvando excepciones — no poseemos más que nuestra lengua madre.

La Iglesia, el año pasado, en Roma, celebró un concilio eclesiástico al cual asistieron tres mil prelados religiosos, obispos, arzobispos y cardenales, más cuatro mil quinientos suplentes, o sea cabeza y media por representante directo, con un total de *siete mil quinientos hombres*, llegados allí de todos los continentes, de todos los rincones de la tierra y se entendieron con una sola lengua: el latín. Que el latín es una lengua internacional que emplea la Iglesia, lo sabemos nosotros de toda la vida. Y lo saben todos aquellos inscritos en la religión católica, apostólica, romana, pero a pesar de no ignorarlo nadie, la prensa burguesa, al dar la noticia de la celebración del citado concilio, más bien en tono irónico que informativo decía: «El latín es el esperanto de la Iglesia».

Cierta, pues, parece ser la necesidad que nuestra Organización tiene de llegar a entendimientos internacionales que a nadie puede confiar, a no ser a sus propios representantes y delegaciones para pactar con delegaciones y representantes de otros países que aspiran, lo mismo que nosotros, a transformar la sociedad. Plenos, Congresos, Conferencias, Pactos, Alianzas, compromisos, que incluso pueden ser secretos, llevan pareja la necesidad de delegaciones competentes, de responsabilidad y confianza.

Es innegable que existen en nuestros medios una cantidad enorme de valores con los cuales se puede contar para expresar de manera fidedigna el sentimiento colectivo, para transplantarlo, haciéndolo comprensible, en cualquier parte del mundo, pero tratándose de reuniones internacionales nos encontramos, en el 99 % de los casos, con el inconveniente del idioma que se establezca como oficial — inglés, francés, italiano, español, portugués, etcétera — para cualquiera de los comicios señalados.

Aunque sin olvidar que contamos con elementos, desgraciadamente pocos, que dominan varios idiomas, ello no resuelve totalmente el problema puesto que, aún poseyendo todas las cualidades de responsabilidad e inteligencia puede darse el caso que no reúnan la condición de carácter que exige una representación internacional.

Si paragonnamos nuestra situación con la de los demás países no encontraremos diferencia alguna. Es

(Suite en page 6.)

DE TOUT ET POUR TOUS

EN PAU MITIN DE LA ALIANZA SINDICAL

Pour offrir notre solidarité aux travailleurs Espagnols actuellement en grève et réclamer pour son peuple les droits démocratiques et humains dont jouit tout pays civilisé.

(Del manifiesto de propaganda del mitin).

Patrocinado por la C.N.T.-F.O. y la C.F.T.C., el dia 29 de septiembre próximo pasado y en la «Maison des Syndicats» de Pau (Bajos Pirineos), se celebró un importante mitin de Alianza Sindical Española, en el cual tomaron parte por la U.G.T., Armendia Juvete y por la C.N.T., Federica Montseny. Presidia el acto la representación oficial de las dos Sindicales francesas de Pau.

Después de unas palabras de salutación de la Presidencia, hace uso de la palabra Armendia Juvete.

Empieza diciendo que el Comité de Coordinación de la Alianza Sindical les ha encargado ser sus portavoces en este acto sindical que no tiene por misión en estos momentos, mantener las reivindicaciones clásicas del sindicalismo. Pero tenemos delante un problema que por su complejidad, tiene más importancia que todos porque es la misión primordial de la Alianza Sindical, la recuperación de nuestra libertad.

Analiza el orador las características de nuestro pueblo y dice que difícilmente habrá otra nación que haya tenido tantas ocasiones de labrar su propio porvenir, pero que España, apesar de todo no ha podido yugular la intervención extranjera a través de sus luchas milenarias. Y es asi como ha ido modelando su historia y hasta su geografia, ya que ambas han ejercido una influencia enorme en sus destinos. Triste destino de España, convirtiéndose en campo de batalla de todo el mundo, y más concretamente entre oriente y occidente. No olvidemos que la «Santa Alianza» invadió España incrustando en ella un ejército francés de ocupación.

Porque el drama español no empieza en 1924 ni en 1936, puesto que desde 1812 España vivia en un latente estado de guerra civil: 14 movimientos de signo diverso en 50 años, dos Restauraciones, dos Repúblicas.

Actualmente el mundo se halla dividido en zonas de influencia Oriental y Occidental. La influencia Occidental sobre España es patente por razones geográficas y politicas. Es evidente también que la inacción de los occidentales en ciertos aspectos del problema político y social del mundo, hace que los orientales intervengan como ha ocurrido en Cuba. No vemos por lo tanto solución más viable debido a esa misma inacción que estimula el intervencionismo oriental allá donde falla el occidental.

España no es un Potosí, por ser una nación agrícola, con mucho sol y pocas lluvias. Actualmente el agro tiene las mismas características del Siglo XVIII con la distribución de las tierras en latifundios. No hay un comercio floreciente, pero se puede crear sin gran dificultad. La desproporción de la propiedad y la distribución de las riquezas del pais es una injusticia aterradora, no obstante poseer España una gran riqueza de productos minerales que supera a la producción agrícola.

El falangismo es una cosa pasajera y de raigambre superficial, pero la estructura semi-feudal tiene raices más profundas y viene a agravar el problema económico y social el creciente aumento de su población, que es superior al de la producción. Y no encuentran otra solución más facil que incrementar la exportación de mano de obra, para hacer más viable la organización económica de nuestro pais.

El problema de la exportación de la mano de obra es catastrófico porque dentro de España faltan obreros calificados y no se pueden improvisar para abastecer su economia, su comercio y su industria. Anualmente esa exportación va en aumento; solo Francia ha recibido 450.000 emigrantes; Alemania, 145.000; Bélgica, 18.000 y asi sucesivamente en otros paises, hasta el extremo que ha hecho decir a un ministro de Franco que la exportación de la mano de obra es ruinosa, pero siguen incrementando esa exportación porque representa, junto con el mismo turismo barato, una importante fuente de riqueza. Además, esa super-problación sin ocupación en el interior del pais es mejor desembarazarse de ella, a fin de que no cree conflictos sociales al régimen. Porque el franquismo no ha solucionado ningún problema de libertad ni de autodeterminación; por el contrario, los ha agravado todos en 24 años de mal gobierno.

Nos encontramos con problemas graves que hay que resolver y para solucionarlos hay que desembarazarse del régimen, pero existen diferentes aspectos de esta solución. Para la U.G.T., el plebiscito es una solución, pero a la caida del régimen deben haber programas establecidos que den satisfacción a nuestro pueblo.

Que una persona muera o no — aqui el caso de la muerte de Franco — no soluciona nada, porque muerto Franco otro general se encargaria de seguir al frente del mismo régimen. Ni tampoco resuelve nada el retiro de Franco, que tal vez lo esté deseando para irse con la satisfacción del deber cumplido. Pero eso no ocurrirá, porque los múltiples intereses creados alrededor del franquismo no permitirán que Franco se vaya; este tampoco olvida el final de los dictadores Laval y Mussolini.

El «caso español» sigue quedando sin solución porque creemos que es problema que deben resolverlo los españoles mismos, apesar de no poder apartarlo de todos los problemas internacionales. Se da el caso paradógico que las democracias no ayudan a los demócratas, pero ayudan al Dictador.

Incluso los países del Este sostienen relaciones comerciales con el franquismo y barcos polacos descargan carbón en los puertos españoles. Y no se dirá que Polonia se encuentra enclavada en la zona de influencia occidental.

El orador, aunque no es partidario de soluciones cruentas para España, recuerda una frase de Unamuno que decia que ciertos problemas no habia más remedio que arreglarlos con la vara. El orador justifica la violencia en un sin fin de casos en los cuales no ha habido manera de resolverlos por la persuasión y la fuerza de la razón. Pone como ejemplo la Revolución Francesa, pero no olvidemos que sobre España pesa aún el terrible espectro de la guerra civil y no podemos actuar sobre nuestra base exilada, que dicha táctica ofrece actualmente más perjuicios que beneficios. Eso no obstante debemos aprovechar el latente descontento general del pueblo español, ya que la clase obrera se está dando cuenta de su verdadera fuerza.

Y «todos a una», junto con la Alianza Sindical, que tiene ahi una misión importante, tomando parte en todos los movimientos obreros, informando y haciendo una profunda labor de captación entre todas las capas sociales donde cunde el descontento y renace la resistencia contra el franquismo. Y de ninguna manera la C.N.T., la U.G.T. y S.T.V. deben dejarse arrebatar la legítima hegemonía de nuestro Sindicalismo clásico, libre y veraz. Hay que ir decididamente a la conjunción de las fuerzas de oposición al franquismo porque separadamente, cada uno, no tenemos fuerza suficiente para derribar la odiosa Dictadura de Franco.

Terminada la excelente y documentada intervención del orador, la Presidencia dice que tiene una gran esperanza en la solución del problema español, dados los factores adversos que lo envuelven en su aspecto social, político y económico. Seguidamente, cede la palabra a Federica Montseny:

Empieza Federica Montseny expresándose en francés para agradecer profundamente la solidaridad de los hombres libres de todos los países contra la dictadura franquista. Eso nos sirve de esperanza para que un dia la liberación de España sea una palpitante realidad.

Mi tarea — dice en español — será dificil, puesto que el compañero Armendia ha desmenuzado con su documentada y brillante intervención los múltiples aspectos que hay en torno al problema español.

Evidentemente, como ha dicho Armendia, el drama español no empezó en julio de 1936, porque hay que agregar otros factores que el pasado agudizó.

Buceando en la historia, vemos como, para restablecer el vergonzoso reinado de Fernando VII, invadieron España los Cien mil hijos de San Luis. En 1936 se produjo el mismo hecho: la confabulación de nazis y fascistas italianos y alemanes, con los fascistas españoles, ahogaron las ansias de libertad del pueblo español. La política de No Intervención se puso en práctica, porque de lo que se trataba era de dejar las manos libres al franquismo para ahogar la Revolución española. No se tuvo en cuenta que mucho antes del 18 de julio, la coalición fascista hispano-italiana-alemana era ya un hecho, prolegómeno de la guerra universal que se preparaba. Solo se veia el peligro, para el capitalismo mundial, de lo que era ya la irradiación de la revolución española, que fué y sigue siendo muy superior al de la Revolción rusa.

Se trataba de impedir que en España se produjeran acontecimientos y se realizaran ensayos de carácter socialista que sacudieran el amodorramiento del proletariado internacional.

Y, sin embargo, la realidad es que la Revolución se produjo en España como reacción popular frente a la sublevación militar-fascista y sus implicaciones. Sin ella, seguro que no hubiera habido revolución en España.

No quisieron que se llevase a efecto la reforma social y política que ahelaba el pueblo y que exigian las carcomidas estructuras sociales de nuestro país, y se provocó el 18 de julio. Ante el abandono y complicidad de la burguesia, se justifica ampliamente la revolución que llevamos a cabo. Y es por eso que se produjo la No Intervención, por el encadenamiento de hechos y el círculo infernal en que nos debatíamos.

FAROS.

(Continuará)

La agitacion obrera en España

(Suite de la page 4.)

mos mantenerlo a costa de nuestro trabajo.

» 3) Que la policía se inhiba de mezclarse en los problemas laborales. Somos nosotros los que aportamos nuestra fatiga y nuestra vida misma, para aquellos que gozan del bienestar que con nuestro sacrificio les proporcionamos. El valorar nuestro trabajo es misión nuestra y no de los organismos policíacos.

»No esperes que sea otro el primero en tomar las decisiones; empieza tú y, sobre todo, no seas cobarde. Piensa que tus hijos, el día de mañana, te escupirían a la cara.»

Se nos comunica a última hora desde Bilbao, que la orden de paro parcial de diez minutos a que se refiere la información anterior, ha sido observada con bastante regularidad.

SERVICIO DE INFORMACION C.N.T.

Vient de paraître :

« UN CENTENAIRE BULGARE PARLE »

par Nicolás STOINOFF

Prix : 8 F 50

Demandez-le aux Services de Librairie de la C.N.T., 4, rue Belfort, Toulouse, et 24, rue Sainte-Marthe, Paris (10e).

Crônica Perpiñanesa

Figuráos estar frente al local donde se tiene que celebrar un acto y no ver a nadie aún. Las nueve de la mañana... y sereno... Este era mi caso el domingo, 6 de octubre, frente al cine «Perpignan». La esperanza de ver el local lleno no era muy halagüeña que digamos. Estaba equivocado. El local se llenó y ¡de qué manera! Como en los buenos tiempos.

Presidió el acto el compañero Gil, por la C.N.T. francesa, quien nos habló un poco del fracaso de la conception colaboracionista con el Estado, afirmando que la C.N.T. tiene que seguir el camino de siempre.

El primer orador fué el compañero Fauchois, el cual habló para todos aquellos que ignoran la verdadera personalidad de la C.N.T. De la actualidad del anarcosindicalismo dijo que hay que difundir la verdad de nuestras concepciones, por donde quiera que sea. Criticó severamente la actuación de los dirigentes sindicales reformistas, haciendo el juego del Estado y de sus gobiernos. A pesar de que los fascistas de toda laya, tratan de poner barreras y toda clase de entorpecimientos a nuestro desenvolvimiento; a pesar de encerrarnos en la cárcel a nuestra juventud, sin motivos que lo justifiquen, nosotros seguiremos combatiendo la autoridad y el despotismo — dice — y acaba su peroración afirmando que la C.N.T., es una organización de constructores para el porvenir y no una banda de malhechores. Vamos contar las jerarquías y contra el Estado, por ser éste la expresión directa del Poder.

La intervención del compañero Respaud, en una crítica acerba, de la forma clásica en nuestros medios, contra la sociedad actual. Hace un canto a la figura excelsa de Luisa Michel, y demuestra que la Primera Internacional, es la única que representa el verdadero sindicalismo revolucionario, por su contenido en principios humanitarios y sociales. Hay que vivir alerta — dice — ya que en esta Torre de Babel donde vivimos existen los que no quieren que los hombres se entiendan.

Nuestra compañera Federica nos habla del 6 de octubre de 1934, coincidente con la fecha de este acto. De la Asturias revolucionaria de entonces y de la de hoy. Del espíritu de lucha que anima a los hombres que sostienen las huelgas actuales en aquella región. Pese a todas las amenazas, a todas las crueldades, torturas, etc. Emotiva, nerviosa, decidida a decir la verdad de lo que siente, nuestro compañera acaba por emocionar al público oyente, pintando el cuadro de crueldades desencadenado por los fascistas españoles, contra los huelguistas de Asturias. Cárcel, palos y, lo que es peor, hasta la castración para un número determinado de ellos. Todo esto recuerda la Edad Media, la Inquisición, los Torquemada, etc. Ante el cuadro horrible que nos pinta,el silencio es imponente y no son pocos los que lloran. ¡Pobre y valerosa Asturias! Y mientras tanto, el mundo sigue su curso, sin ocuparse de nada, y, como dice Federica, en ese mismo momento, en ese mismo minuto, en que se cometen tamaños atropellos contra la dignidad humana, en ese mismo segundo, en que se tortura, se mata y se abrasan órganos genitales a los que no quieren seguir siendo esclavos, el Presidente Kennedy, hace tratos con el franquismo, para consolidar su régimen, tanto en el orden diplomático, como en el económico. ¡Qué vergüenza! ¡Vergüenza de los hombres! Cobardía y deshonor del siglo en que vivimos. Ni sindicales, ni políticos avanzados en ideas humanistas, ni nadie, piensa en hacer algo por ese pueblo, abnegado y valeroso. ¡Nadie! Al contrario, barreras por todas partes para nuestra libertad tanto en el interior como en el exilio. Procesos pueriles y mezquinos, tropelías a diestro y siniestro para amedrantarnos, para asustarnos. Como si fuéramos niños. ¡Qué desconocimiento tienen de nosotros!

Pero, como dijo Federica, no será castrando a los hombres dignos de Asturias y de donde sean, como llegarán a anularlos. No. No lo lograrán nunca. El pensamiento revolucionario de España es imbatible y la oradora añade que es inmortal. Fuerzas nuevas surgirán — dice — y seguirán luchando por la libertad, pese a todas las torturas y al abandono de todos. ¡Y no la abatirán jamás!

Terminado el acto con unas palabras del compañero que presidía, la gente salió a la calle emocionada. El aire nos hizo bien a todos.

¡Oh, Asturias, Asturias! ¡España querida, cuánto sufrimiento, cuánto dolor y cuánta pena!...

Perpignan, 6 octubre 1963.

Vicente SOLER

COMITE de REDACTION D'« ESPOIR »

Directeur : A. TURMO
Secrétaire de Rédaction : F. MONTSENY.

Rédacteurs : P. V. BERTHIER, Edouard BRUNET, Et. GUILLEMAU.

Administrateur : J. BORRAS.

Pedagogia revolucionaria

(Suite de la page 5.)

la misma. ¿A quién, pues, confiar nuestras aspiraciones y apreciaciones en cuantos asuntos se plantean? ¿A intérpretes que no saben interpretar nada bien o lo interpretan al contrario, que aún es peor, y que cuando aciertan no defienden con calor la posición de un delegado?

Aprender y practicar el Esperanto se impone. Cada día se hace más imprescindible. (Considerándolo así, la A.I.T., nuestra Central Obrera, sería conveniente que recomendara a todas sus filiales que emprendieran una campaña de propaganda Pro-Esperanto).

Si en los tiempos de su auge, de que hemos hablado ya, de su edad infantil, para los jóvenes militantes de aquellos días tuvo casi una justificada razón retirarse de las *aulas esperantistas*, debido a las represiones ejercidas por las autoridades, en lo que a España se refiere, y que después, atraídos por la lucha social cotidiana, no reemprendieran los estudios, no exime a nadie de que más tarde, por ejemplo en el exilio, que tan largas a veces se encuentran las horas, se podía haber acabado lo empezado, habiéndonos convertido en perfectos bilingües. No se ha hecho. Confesemos nuestro tanto de culpa, nuestra apatía. Pero se puede aún corregir el error y aprovechar el tiempo por poco que nos quede de estar en el exilio.

La juventud, especialmente, está llamada a aprender el Esperanto, ya que a los hombres que están en la edad de su agotamiento físico de poca cosa puede servirles.

El Esperanto no es un idioma oficial difícil de aprender. Es simple y sencillo. Como internacional que es, su autor, el Doctor Zamenhof, tuvo un marcado interés en componerlo con un poco de cada una de las lenguas vivas existentes en el mundo. Por ello es fácilmente adaptable a todos. La mayor y mejor propaganda que han hecho siempre sus amantes,difusores y profesores, ha sido decir que Tolstoy lo aprendió en 24 horas.

En todas las grandes aglomeraciones del mundo, donde se encuentran también crecido número de exilados españoles, existen sociedades esperantistas donde poder aprender el idioma que dará *«Paco Kai Amo»* (Paz y Amor) a los pueblos.

Aprenderlo es una contribución más a nuestra querida Organización.

Antonio VIDAL

Argel, octubre 1963

Activités de nos camarades Espagnols

Fieles a nuestro sentimiento solidario hacia todos los explotados, así como hacia todos nuestros compañeros de ideología, abrimos estas páginas a aquellos que de ello tienen mayor necesidad en este momento : nuestros camaradas españoles, refugiados en Francia, privados de todo medio de expresión.

He aquí por qué «ESPOIR» acogerá a todos los españoles que se dirijan a nosotros para exponer sus problemas, pedir nuestra ayuda y, si es necesario, nuestro consejo, enviándonos sus comunicados o sus artículos en su lengua materna, ya que no conocen otra.

COMMUNIQUES

17e UNION REGIONALE - UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 heures à 19 heures, et tous les dimanches, de 10 h. à 12 heures, à la rue St-Jean, N° 60, LYON (5e).

REGIONAL DE ARAGON, R. Y IV AGRUPACION DE TOULOUSE

Se convoca a asamblea general para el domingn, día 27, a las nueve y media, en el local de costumbre, en la que se dará a conocer por los delegados al pleno regional, el desarrollo del mismo. Por tratarse de asuntos de interés que nos son comunes, se ruega la mayor asistencia posible.

La Comisión.

F.L. DE OULLINS (Rhône)

Por la presente, se convoca a todos los compañeros de esta F. Local a la asamblea que tendrá lugar el 3 de noviembre, domingo, a las nueve horas, en nuestro local de costumbre.

GROUPE D'ETUDES SOCIALES DE TOULOUSE

Le mercredi 6 novembre, à 21 heures, salle du Sénéchal, le camarade Aristide Lapeyre donnera sa troisième conférence sur le mouvement anarchiste (faisant suite à la première : « Les grands hommes de l'anarchie », la deuxième : « Les mauvais garçons de l'anarchie »).

La troisième conférence traitera : « Les anarchistes et le syndicalisme » (Hier et aujourd'hui).

F.L. DE MONTPELLIER

Informa a sus afiliados que entrando en la estación del invierno, las asambleas se celebrarán los domingos por la mañana. Al mismo tiempo ponemos en conocimiento que el día 27 de octubre se celebrará asamblea general a las nueve de la mañana en nuestro local de costumbre, encareciendo la asistencia de todos.

El Comité.

◆

PARADEROS

José Gil Solsona, de Mosqueruela, pregunda por el compañero Luis Juni, de Tarragona.

Si algún compañero tiene noticias o sabe su paradero, se dirija a: José Gil, rue Tivoli, 31, a Montendre (Charente-Maritime).

◆

Se desea saber el paradero de Vicente Carpintero Fiallegas, nacido en Alosno (Huelva). Lo busca su madre, Maria Fiallegas. Desaparecido en la guerra de España. Dirigirse al compañero Sentis Clemente, H.L.M., G 22, avenue F.-Verdier, Albi (Tarn).

A propósito de la violencia

Diàlogos de actualidad

Mi asidua frecuentación a la Biblioteca Municipal de la localidad de mi residencia, me ha permitido relacionarme y anudar cierta amistad con varias personalidades francesas de los medios intelectuales que se interesan por el problema español.

La mayor parte de esos señores, desconocen por completo el origen de nuestra guerra y sus consecuencias. Cada vez que el problema español ha ocupado nuestros diálogos, he tenido que insistir para sacarles de sus errores y aclarar sus dudas.

El asesinato de nuestros compañeros Delgado y Granados ha puesto sobre el tapete de la discusión la tragedia que vive nuestro pueblo.

—¿Qué ocurre en España??, me preguntó un Sr. intelectual que se interesa por nuestras cosas al enterarse de la ejecución de nuestros dos compañeros.

— ¡Qué ha de ocurrir! — le contesté — pues ocurre, lo que les he dicho en varias ocasiones. En España reina la paz de los cementerios. España es un verdadero calvario; pero no como el calvario de la leyenda bíblica, donde Jesús arrastrando la cruz a cuestas, cayó tres veces a tierra; no, la cruz que arrastra el pueblo español, es mucho más pesada que la de Jesús de Nazareth; no son tres veces, sino trescientas mil, las que nuestro desgraciado pueblo ha caído de bruces al suelo, y como nadie le ayuda a levantarse, ha de hacerlo como puede, con su propio esfuerzo!

—¿Pero usted cree — insistió — que con esos atentados *terroristas* conseguirán echar a Franco?

—¡Alto! — le dije — no confundamos los términos. Terroristas son los que quieren imponerse por el terror, y en este caso los únicos terroristas, son Franco y sus compinches, que esclavizan a todo un pueblo por el terror.

—Aceptemos — me dijo, siguiendo el diálogo — que Franco es un terrorista, ¿pero no incurren en los mismos defectos los que emplean esos procedimientos de violencia para derribarle?

— No señor — le contesté — y usted debería saberlo mejor que un triste campesino, que abandonó la escuela para empuñar el arado. No tiene el mismo significado la violencia que se emplea para amordazar a un pueblo, que la violencia que se emplea para liberarle de la tiranía. ¿Es que se puede juzgar de la misma forma a los resistentes belgas, cuando luchaban con todas las armas de que disponían, contra los invasores alemanes? ¡No, y mil veces no! Los alemanes habían invadido Bélgica y se mantenían allí por el terror. Los belgas luchaban contra el invasor que les había usurpado su independencia y sus libertades, y por mucha violencia que emplearan para recuperar su independencia, no se les puede calificar de terroristas. Pues bien, en esta misma situación se encuentran los que luchan contra la tiranía franquista. Esta lucha es de vida o de muerte para el pueblo español. Usted sabe, y lo sabe todo el mundo, que Franco se instaló en el poder, después de levantarse en armas contra un gobierno legalmente constituído; usted sabe también que Franco hubiese sido aplastado por el pueblo español, sin la ayuda del fascismo internacional. Franco es el responsable de más de un millón de muertos, y es el responsable de la ruina moral y material del pueblo español..

» Franco se mantiene en el poder por la violencia. ¿Cómo quiere Vd. derribarle, dándole caramelos?

» Usted, que ha estudiado, debe saberlo mejor que yo: a la violencia sólo se la puede combatir con la violencia. La violencia de abajo está justificada por la violencia de arriba *(Léon Tolstoi)*. Todo sér oprimido, por ley biológica se defiende y busca recobrar su derecho a la vida. Observemos un sér humano que se desenvuelve normalmente, si alguien intenta obstruirle la respiración, concentrará todas sus fuerzas para defenderse contra la asfixia que amenaza su vida; y de un ser inofensivo se convertirá en una fiera. «El derecho a la vida es sagrado. Por defender la Libertad, se puede dar hasta la vida» *(Don Quijote a Sancho Panza)*. Esto es lo que han hecho Delgado y Granados, jugarse la vida por defender la libertad de todos los españoles.

» Si Franco cierra todas las puertas para que se pueda recobrar la legalidad en España? ¿Si no se permiten elecciones libres, si no se permite la libertad de Prensa y de asociación, ¿qué procedimientos me aconseja usted que deberíamos de emplear para recuperar nuestros derechos usurpados?

Mi contrincante no supo o no quiso contestar a mi interrogante, se limitó a levantar los hombros, diciendo:

—Es un problema difícil de resolver.

—Pues deje que lo resuelvan como puedan los interesados, ya que usted no dispone de receta para resolverlo; pero no se le ocurra nunca más, ni a usted ni a nadie, decir que los que combaten la dictadura franquista por la violencia, son unos terroristas; porque aquí no hay más terrorismo que el de Franco y su régimen. Y sepa usted y que lo sepa todo el mundo, que Delgado y Granados, no eran terroristas, sino honrados trabajadores, que han dado sus vidas por combatir todas las dictaduras.

Juan REVERTER

La historia se repite conservando a sus verdugos

(Suite de la page 2.)

del ejército y muy «notable» fundador de la Orden de los Jesuítas, San Ignacio de Loyola.

Durante el imperio de Napoleón I, « Le Mitrailleur de Lyon », Joseph Fouché, fué el más cínico y mayor representantes del régimen despótico bonapartista. Traicionó al propio Napoleón I después de los Cent Jours, y pudo conservar su ministerio policíaco bajo la Restauración.

Hablando sobre esta especie de monstruo, nos dice Stefan Zweig, que «es una raza de espíritu que no ha sido todavía completamente examinada y que es la más temible de nuestro Universo. Traidor, miserable, intrigante, naturaleza de reptil, tránsfuga profesional, alma de policía, ninguna injuria le ha sido desechada. Halló muy poco amor al lado de sus contemporáneos y mucha menos justicia cerca de la posteridad».

Honoré de Balzac ha dicho de este perverso individuo, que «es un singular genio y uno de esos personajes que tienen tantas profundidades en cada cara, que son impenetrables durante el juego y que no pueden ser explicados hasta mucho tiempo después de terminada la partida».

La historia se repite con el régimen de terror franquista. Este Estado se estableció por la fuerza y con la ayuda que le aportaron los paísse fascistas de la época, Italia y Alemania. Abolió todas las libertades de los ciudadanos españoles, persiguiendo, condenando y agarrotando con saña a todo opositor de ese régimen genocida que nutren y mantienen los mismos que engendraron la Inquisición, empleando los mismos métodos de eliminación brutal que usaban los inquisidores en la Edad Media. Sostenido por la Madre Iglesia y por la demagógica e impostora democracia americana, el moderno Torquemada, el Fouché de nuestros días, fusila y estrangula por medio del garrote vil y sin freno ninguno desde la pérdida de la guerra civil española de 1936-1939, *conservando a sus verdugos* — — a miles de valientes hijos del pueblo que proclamaron y exigieron como derecho natural y legítimo, la libertad de conciencia, la justicia, y una mayor equidad en la distribución de los productos, de todos los bienes nacionales, entre todos los individuos.

Poetas, sabios, médicos, filósofos, ingenieros y obreros, pagaron y siguen pagando con sus vidas su contribución al régimen franquista, por haber amado y defendido la libertad, por haber proclamado muy alto los Derechos del Hombre. Entre estas vidas inmoladas podemos nombrar al poeta García Lorca, doctor Isaac Puente, Luis Companys, Juan Peiró, Amador Franco, Sabaté, López, Capdevila y por último Joaquín Delgado y Francisco Granados.

La historia se repite, conservando a sus verdugos, desgracia de nuestra civilización. El Torquemada, el Fouché de los tiempos modernos, « Le Mitrailleur du Peuple Espagnol», « l'Etrangleur de la Prison de Carabanchel», continua con su alma de vil policía, al que toda injuria le es merecida y la de verdugo del pueblo español, entre todas ellas, es la que más adaptación tiene a la palpitante realidad. *«Halló poco amor al lado de sus contemporáneos y hallará menos justicia cerca de la posteridad».*

Félix ALVAREZ FERRERAS

AVISO IMPORTANTE

La Secretaria de Cultura y Propaganda se encuentra en la imposibilidad de poder hacer encuadernar la colección de «C.N.T.», por faltarle ejemplares del número 767, completamente agotado.

Se ruega, pues, a aquellos compañeros que dispongan de uno o de más ejemplares, y no hagan colección, los remitan a esta Secretaria; les serán pagados, si asi lo desean, o canjeados por otro número que les interese.

Si piensas ayudar a los mutilados e inválidos, no esperes a mañana.

La libertad pública de un ciudadano es aquella tranquilidad de espíritu que proviene de la opinión de que cada uno posee su seguridad; y para tener esa libertad es necesario que el gobierno sea tal que un ciudadano no pueda temer a otro ciudadano.

MONTESQUIEU

CALENDARIO PARA EL AÑO 1964

Está ya en marcha la edición del Calendario para el año 1964 el que se pondrá a la venta a primeros del mes de Noviembre. El superará en presentación y contenido a los de años anteriores.

Buscando siempre la forma de renovar con aspectos inéditos la ya larga serie de Calendarios editados, el que está editándose, además de los siete dibujos a cuatro colores de la joven y ya muy celebrada dibujante Diana Tudela, contiene en la edición española, una breve antología de poetas españoles contemporáneos, entre los que destacamos los nombres de Bousoño, Rafael Morales, Aleixandre, Celaya, Angela Figuera Aymerich, Garcia Lorca y Machado.

En la edición francesa se reproducen otras tantas poesias de autores franceses contemporáneos, entre los que destacamos a Gaston Couté, Eluard, Paul Fort, Prévert, Aragon, Jacques Roumain, gran poeta de color, autor del admirable «Nouveau sermon négre», entre otros.

Además las páginas podrán ser conservadas por su encuardenación de engranaje «Helicoidal» (espiral metálica). Consideramos que S.I. A. continuará acreditándose con la edición del calendario 1964.

Su precio será de 3,00 F con el acostumbrado descuento del 10 p. ciento a partir de 10 ejemplares. Pueden desde ahora empezar a solicitarlo todos los compañeros, Secciones y Grupos de «Amis de S.I.A.», señalando el número de ejemplares en cada idioma, español y francés.

Pedidos: Consejo Nacional de S. I.A., 85, rue de la Concorde, Toulouse (H.-G.). C.C.P. n° 1230-50, Toulouse.

CONSEJO NACIONAL DE S.I.A.

L E E D :

« TIPOS ESPAÑOLES »

de Felipe ALAIZ

Panorama de la política, del arte, de la literatura de España, visto por el espíritu cáustico del mejor de los escritores españoles contemporáneos. 5 F.

DERNIERE HEURE

AU TRIBUNAL MILITAIRE DE MADRID

LOURDES PEINES DE PRISON (15 à 30 ans) A TROIS ETUDIANTS FRANÇAIS ACCUSÉS D'ACTIVITES TERRORISTES

MADRID. — Le procès des trois jeunes anarchistes français accusés d'avoir perpétré en Espagne des attentats à la bombe s'est déroulé hier, devant le Conseil supérieur de guerre de Madrid.

Le procureur, le commandant Amato, a requis des peines de trente ans de prison contre Bernard Ferry, 20 ans, étudiant aux BeauxArts, d'Aubervilliers; quinze ans de prison contre Guy Batoux, étudiant, de Villefranche-sur-Saône, et deux peines de douze ans de prison contre Alain Pecunia, 17 ans, de Paris, élève du lycée Janson-de-Sailly. Les faits de terrorisme dont ils étaient inculpés étaient passibles de la peine de mort.

Le capitaine Alejandro Rebollo — qui vait défendu le communiste Julian Grimau en avril dernier — a demandé l'acquittement de Batoux ou le renvoi de son affaire devant le tribunal civil. Les capitaines Agudo Fernandez et Rosendo Garrido Gollo, avocats militaires plaidant respectivement pour Ferry et Pecunia, ont demandé que les peines infligées à leurs clients soient reduites à trois ans.

Le tribunal militaire s'est finalement rallié aux réquisitions du procureur et a infligé aux trois étudiants les peines de prison qui avaient été réclamées. Le verdict ne sera définitif que lorsqu'il aura été signé par le capitaine général de Madrid.

De nombreux journalistes, en majorité étrangers, ainsi que le consul général de France, M. Guy de Coulhac, ont assisté au procès, au cours duquel quatre témoins ont été entendus.

Batoux et Ferry ont protesté à la fin du procès contre le fait qu'ils ont été battus et torturés par les polices de Madrid et de Valence.

Comment l'U.R.S.S. augmente la puissance des fusées sans risque d'explosions

RECEMMENT, devant une commission du Congrès américain, M. Brainard Holmes, le chef du projet lunaire, déclairait que des instabilités de combustion s'étaient manifestées dans le bloc moteur Rocketdyne F.-I. de la future fusée Saturne V et que le moment était venu d'envisager certaines modifications des chambres à explosion et des systèmes d'injection.

Les spécialistes ont alors dressé l'oreille. Les instabilités de combustion représentent, en effet, l'obstacle majeur auquel se heurte la création de fusées de grande puissance. Elles sont l'hydre sans cesse renaissante, le cauchemar des ingénieurs. Depuis quinze ans, des milliers de grandes fusées sont déséquilibrées ou ont explosé, peu après le départ, en raison de ce redoutable phénomène.

Quand, à l'automne 1957, les Soviétiques mirent en orbite les premiers spoutniks, de nombreux savants furent stupéfaits de la puissance des fusées employées. Le président Eisenhower déclara que ses conseillers scientifiques mettaient en doute les chiffres annoncés pour les charges satellisées.

Il fallut pourtant se rendre à l'évidence : les Soviétiques avaient pris une avance considérable, et, malgré un effort technique et financier sans précédent, les Américains n'ont pu les rattraper. La fusée Saturne I, en cours de développement, ne sera pas prête avant le milieu de 1964. C'est un engin dont la puissance est comparable à celle de la grande fusée soviétique mise en service au printemps 1960 et qui a servi, depuis, à propulser les Vostoks.

LES RAISONS D'UNE AVANCE

Les raisons de cette avance n'ont jamais été clairement exposées. Certes, l'U.R.S.S. a intérêt à garder le secret, mais les causes générales de l'avance soviétique ne sont pas mystérieuses. Seuls les détails nous échappent.

On a beaucoup parlé de carburants secrets, mais les spécialistes savaient que le problème n'était pas là. Les Américains connaissaient aussi bien que les Soviétiques, les ressources de la chimie.

La véritable difficulté est de se servir des propergols (carburants et comburants) connus. Pour arracher de grandes fusées à la pesanteur terrestre, il faut créer des poussées formidables. Pendant quelques dizaines de secondes, la puissance développée (dissipée en chaleur pour la plus grande partie) atteint des millions de chevaux : ce n'est presque plus de la combustion, on atteint la limite de l'explosion : chambres de combustion et tuyères doivent résister à des températures et des pressions fantastiques.

Les techniciens avaient donc supposé que les industries soviétiques de pointe fabriquaient des matériaux d'une résistance mécanique et thermique supérieure à celle des réalisations américaines. Effectivement, si les Soviétiques disposaient d'une certaine avance dans ce domaine, elle ne suffisait pas à expliquer les résultats obtenus. C'est un point aujourd'hui admis.

L' « ENFER »

En fin de compte, il est désormais reconnu que la supériorité essentielle de la technique soviétique résidait dans la maîtrise des instabilités de combustion. Voici une explication très schématique de la question. La chambre de combustion d'un puissant réacteur de fusée est un « enfer » où brûlent par seconde des centaines de kilos (un kilo égale 2,2 livres) et même davantage de propergols. Pour obtenir le meilleur rendement il faudrait se maintenir constamment à la limite de l'explosion, ce qui n'est généralement pas possible. L'expérience a montré que la combustion n'est pas stable, et qu'il se produit des oscillations de combustion dont l'ampleur augmente avec la puissance en jeu.

Il y a des oscillations de basse fréquence (50 à 250/sec) et celles à haute fréquence (1.000 à 2.000/sec). On essaye d'y remédier par une configuration appropriée des chambres, des systèmes d'injection et des tuyères. C'est après des essais multiples que sont réalisées empiriquement des configurations acceptables. Mais la seule véritable solution passe par l'explication des phénomènes oscillatoires, ce qui pose un gigantesque problème mathématique. Des solutions théoriques acceptables ont été obtenues pour les oscillations basse fréquence, mais les hautes fréquences se sont montrées particulièrement rebelles à l'analyse. Bien des théoriciens ont abandonné l'espoir de comprendre ce qui se passe exactement.

Les oscillations haute fréquence sont dévastatrices et on ne compte plus les fusées dont la perte peut leur être attribuée. Sans entrer dans les détails, on comprendra que ce phénomène oblige les techniciens à maintenir une marge considérable de sécurité et à réduire sensiblement la puissance utile de leurs réacteurs.

C'est à ce domaine que les Soviétiques ont appliqué leur principal effort, après la dernière guerre mondiale. Ils ont réalisé, au début des années cinquante, une étude mathématique approfondie des phénomènes de combustion. Ils ont donc réussi, en connaissance de cause, et non pas empiriquement, à réaliser les configurations appropriées du système propulsif, et à éliminer pratiquement ces fameuses instabilités. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à faire fonctionner sans risques leurs fusées à la limite de l'explosion. Depuis longtemps, en effet, les grandes fusées soviétiques n'explosent plus.

On sera peut-être surprise d'apprendre que cette supériorité des engins soviétiques se résume principalement à une supériorité mathématique. La maîtrise acquise par les Soviétiques dans le maniement des équations non linéaires était leur principal atout et leur permettait d'y voir clair dans ces phénomènes d'une complexité inouïe.

LE REACTEUR EN GRAPPE

A priori on peut penser échapper à ces inconvénients en se contentant de réacteurs de puissance relativement faible et en les multipliant, en grappe. C'est d'ailleurs bien ainsi qu'on procède, mais ce n'est possible qu'à un certain niveau. Il faut, dans tous les cas, une puissance élevée par élément pour qeu la solution en grappe n'entraîne pas une complication et un alourdissement inacceptables de l'ensemble. De plus, l'emploi d'un grand nombre de réacteurs soulève des problèmes très complexes d'équilibrage.

La fusée porteuse des Vostoks soviétiques dispose de six réacteurs dont chacun donne une poussée de 100 à 120 tonnes; mais il semble que cinq d'entre eux seulement fonctionnent en premier étage.

Les Américains ont franchement opté pour le réacteur en grappe. Pour Saturne I (qui doit être opérationnelle dans un an), ils se sont limités à des réacteurs donnant 70 à 75 tonnes de poussée. Huit d'entre eux, disposés en faisceau, formeront le premier étage avec une poussée globale de près de 600 tonnes.

Ce premier étage de Saturne I a servi de modèle pour le bloc Rocketdyne F-I en cours de développement. Ce bloc doit à lui seul fournir 600 tonnes de poussée. Bien entendu, il a fallu refondre l'ensemble pour le simplifier et mettre différents organes en commun et alléger le tout. Le premier étage de Saturne V comportera cinq blocs Rocketdyne F-I en grappe.

Si les techniciens américains viennent à bout des instabilités de combustion de Rocketdyne F-I, s'ils parviennent à le faire fonctionner en grappe de cinq, ils auront réalisé un progrès décisif dans la technologie des fusées. Ils comptent bien y parvenir pour 1966 ou 1967. Quant à Saturne I, qui doit entrer en service avant la fin de 1964, elle reste, sur le plan technologique, inférieure aux réalisations soviétiques qui ont déjà fait leurs preuves.

Les organisations syndicales d'Evreux constituent un Comité antifasciste de défense des libertés

La C.G.T. Force Ouvrière, la C.F.T.C., la C.G.T., l'Alliance Syndicale C.N.T. et U.G.T. et la Fédération de l'éducation nationale nous prient d'insérer :

Trois jeunes étudiants français : Alain Pecunia, Bernard Ferri et Guy Battoux, âgés de 17, 20 et 23 ans, ont été arrêtés en Espagne par la police politique de Franco, en avril 1963, sous l'accusation de s'être livrés à des activités oppositionnelles.

Ils vont être traduits incessamment devant un Conseil de guerre à Madrid. Jugés par des militaires, ils seront « défendus » par des avocats militaires nommés d'office.

Ils risquent au minimum de très lourdes peines de prison, alors que leur âge ne permet pas d'accepter le portrait de terroristes avancé par leurs accusateurs.

Un Comité de défense s'est créé en France, afin d'informer l'opinion publique et d'assurer leur défense dans le respect des droits juridiques et humains, car on ne peut oublier :

— Grimau, fusillé à Madrid,

— Capdevila, tué en septembre, dans les Pyrénées, par la garde civile.

— Delgado et Granados, étranglés au garot, le 17 août, à Madrid.

Mais le gouvernement espagnol n'a pas le monopole des arrestations et des condamnations arbitraires. Les hommes et les femmes de France ont appris avec stupeur, que des perquisitions avaient été effectuées en France au siège, en particulier, d'organisations syndicales légales de nos camarades espagnols en exil, et cela sur commissions rogatoires de la police de Franco.

Bien que ces perquisitions n'aient eu aucun résultat, la « Justice » française a arrêté une soixantaine d'ouvriers espagnols, tant à Paris que dans les principales villes de province. Grâce à l'intervention de la Ligue des Droits de l'Homme et de certaines organisations syndicales, plusieurs d'entre eux furent relâchés, néanmoins une vingtaine sont encore en prison.

Face à ces faits scandaleux, un comité antifasciste de défense des libertés a été constitué, à Evreux, entre toutes les organisations syndicales. Il demande à tous les travailleurs d'être vigilants. Il se propose de les appeler à manifester en masse, si les gouvernements français et espagnol ne libèrent pas nos camarades. Il adresse dès maintenant une énergique protestation aux gouvernements, aux chefs des gouvernements et aux personnalités judiciaires de nos deux pays. Il se déclare prêt à toute action rendue nécessaire pour que soit sauvegardée la liberté.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production)
Ateliers : 61, rue des Amidonniers
Téléphone : 22-89-73 — TOULOUSE

Directeur-Gérant : A. TURMO

ESPOIR CNT AIT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION REGIONALE DE LA C.N.T.F.

Une histoire de fous

Nous reproduisons de « France-Soir » :

« MADRID, 14 octobre (par téléphone).

Trente généraux de nations hier ennemies, 3.000 anciens combattants (dont 1.500 français) de 17 pays d'Europe allant de la Pologne au Portugal en passant par la Hongrie, et plusieurs milliers de Madrilènes, ont pique-niqué fraternellement dimanche dans la montagne. Telle a été la saisissante image du Rassemblement européen des Anciens combattants qui avaient choisi, cette année, comme lieu de pélérinage, la « Vallée des Morts », à 55 kilomètres de Madrid.

Dix-huit ans après la seconde guerre mondiale, le général allemand von Choltiz, ancien commandant du « Gross Paris » sous l'occupation, vint prendre place à la tribune officielle au côté du général Koenig, premier gouverneur de Paris à la Libération. Les deux chefs militaires se serrèrent longuement la main ».

Et pour cela sont morts quelques millions d'hommes dans la plus meutrière des guerres ! Parmi eux, la moitié au nom de la liberté.. ensevelie par Franco dans cette « Vallée des Morts », construite par les condamnés politiques, vaincus de la guerre d'Espagne !

C'est charmant !
Mais il y a mieux :

« UNISSONS-NOUS POUR LA PAIX »

« Devant l'imposante crypte, creusée dans le granit et où reposent 10.000 soldats de toutes tendances : franquistes et républicains, rouges et blancs (?) combattants de la division fasciste, et adversaires du nazisme (?) le serment prononcé il y a deux ans à Monte-Cassino et l'an dernier à Munich a été renouvelé : **« Unissons-nous pour la paix et l'unité de l'Europe ! ».**

Mais quelle paix et quelle unité ?

« Les hymnes nationaux furent écoutés religieusement, y compris, et pour la première fois en Espagne depuis l'arrivée du gouvernement Franco le 1er octobre 1938 « La Marseillaise », que les officiers de l'armée espagnole et les phalangistes saluèrent, les premiers militairement, les seconds le bras droit tendu.

Le général von Cholitz resta très souriant pendant toute la manifestation. Il quitta la tribune officielle pour se protéger du soleil de plomb ».

D'ailleurs, Hitler aussi voulait « la paix et l'unité de l'Europe », sous l'égide du grand peuple allemand, le peuple élu, la race des seigneurs.

Les Livres

Machinisme et bien-être

PAR JEAN FOURASTIE (1)

Ce nouvel ouvrage du célèbre économiste Jean Fourastié porte en sous-titre « Niveau de vie et genre de vie en France, de 1700 à nos jours ».

Le but de cet ouvrage documenté avec autant d'abondance que de précision, est de montrer que le niveau de vie de la population est intimement lié à la productivité de son travail, c'est-à-dire à la valeur scientifique de ses méthodes de production. Ce principe est évidemment le fruit de l'expérience et des travaux de l'auteur, il est à présent tellement bien compris par tous que dans les pays qui manifestent une volonté de progrès social, on recherche avant tout une expansion économique qui ne peut être atteinte que par une rationalisation de l'économie.

Il ne faudrait cependant pas croire que Jean Fourastié enfonce des portes ouvertes au long de ces quelque 240 pages très denses, et écrites dans une langue souple et précise, voire littérairement belle.

On ne se rend, en effet, pas toujours bien compte de ce que pouvait être le genre de vie de nos ancêtres de 1700. Comme l'observe très justement l'auteur, ce qu'on en connaît le plus souvent provient des récits qui ne parlent pas vraiment du peuple, de la grande masse de la population. Les opulences qu'on nous montre étaient celles d'une petite caste privilégiée. A côté de ces nantis — nobles, riches marchands, gros bourgeois — vivait une foule de malheureux qui gagnaient difficilement de quoi vivre en-dessous de la normale, puisqu'ils ne pouvaient même pas se procurer le nombre minimum de calories actuellement considéré comme le strict minimum vital.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le chiffre de la population n'augmentât que lentement. Et Fourastié montre avec précision que, dans un monde toujours sujet à la famine, les accroissements de population accompagnaient régulièrement les périodes où le pouvoir d'achat s'était amélioré.

A l'aide de quelques descriptions choisies dans des récits de voyage, il nous permet de nous représenter enfin correctement ce que pouvait être l'existence du peuple de la campagne qui, à l'époque, constituait de loin la plus grande partie de la population active. C'est un tableau effroyable !

Mais, avec la naissance et le développement du machinisme, on peut suivre l'évolution de ce niveau de vie, jusqu'à son stade actuel, dans nos pays, stade qui reste marqué par une prédominance des dépenses alimentaires alors qu'aux Etats-Unis, pays de très haut développement, l'alimentation n'oc-

(Suite en page 3.)

(1) Editions de Minuit, Coll. Documents.

Amérique latine : un enfant sur sept meurt avant l'âge de 5 ans

Washington. — D'après les experts de l'Office panaméricain de la santé, bureau régional de l'Organisation mondiale, un enfant sur sept d'Amérique latine meurt avant l'âge de cinq ans. Ces experts ont présenté un mémoire à ce sujet à la conférence qui s'est réunie il y a deux semaines à Washington, dans le but de recommander les programmes d'hygiène à exécuter dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès. Vingt Etats de l'hémisphère occidental y étaient représentés.

Les pédiatres cités estiment donc que la mortalité infantile coûte annuellement à l'Amérique latine 1.100.000 vies humaines : 245.000 enfants meurent dans le mois qui suit leur naissance, 444.000 entre un et onze mois, 393.000 entre un et quatre ans. Les experts estiment : « Si le risque de mort n'était pas plus élevé en Amérique latine que dans une société techniquement évoluée, il mourait annuellement 840.000 enfants de moins », c'est-à-dire que la mortalité infantile serait réduite de 77 %.

LA CHARTE DE PUNTA DEL ESTE

Les signataires de la Charte de Punta del Este se sont engagés dans ce document à instituer ou perfectionner les programmes d'hygiène tendant à combattre les principales maladies qui affligent l'Amérique latine. Un des buts visés consiste à diminuer la mortalité infantile de moitié durant la décennie. Les principales causes de cette mortalité sont connues, les moyens de combattre les maladies les plus meurtrières sont aussi connus et d'application relativement facile.

Les pédiatres demandent d'améliorer l'alimentation, les conditions d'hygiène, particulièrement les approvisionnements en eau potable; ils font remarquer que les deux grandes causes de la mortalité infantile sont la sous-alimentation (carence de protéines et de calories) et les diarrhées résultant d'eaux polluées.

Les pédiatres recommendent d'apprendre aux familles à améliorer l'alimentation de leurs enfants en utilisant au mieux des denrées locales peu coûteuses, en particulier les aliments riches en protéines, et aussi d'améliorer l'agriculture et la distribution des aliments des pays intéressés de manière à augmenter leurs ressources.

Les pédiatres proposent aussi de perfectionner les aqueducs de sorte que tous les citoyens disposent d'eau potable à domicile ou du moins le plus près possible, pour éviter la diarrhée et les maladies connexes.

(Suite en page 3.)